



inter mutuelles entreprises

Rapport sur la solvabilité

et la situation financière

Exercice clos au 31 décembre 2022

2022

Le présent rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR en anglais) est élaboré, conformément à l'article L 355-5 du Code des Assurances et aux articles 292 à 298 du règlement délégué 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014, complétant les articles 51 à 56 de la directive 2009/138/CE du parlement européen et du conseil du 25 novembre 2009.

Il contient, au titre de l'exercice 2022, les informations qualitatives et quantitatives requises par la réglementation :

- Une synthèse,
- L'activité et les résultats d'Inter Mutuelles Entreprises,
- Son système de gouvernance,
- Son profil de risque,
- La valorisation à des fins de solvabilité,
- La gestion de son capital,
- les états de reporting quantitatifs (en annexe).

Ce rapport a été présenté et approuvé par le conseil de surveillance d'Inter Mutuelles Entreprises du 29 mars 2023 et par le Conseil d'administration de Sgam Matmut du 29 mars 2023.

SOMMAIRE

Synthèse	4
<u>PARTIE A – ACTIVITÉ ET RÉSULTATS.....</u>	8
A1 - Présentation de l'activité	8
A2 - Résultats de souscription.....	9
A3 - Résultats des investissements.....	10
A4 - Résultats des autres activités.....	10
A5 - Autres informations	11
<u>PARTIE B – SYSTEME DE GOUVERNANCE</u>	12
B1 - Informations générales sur le système de gouvernance.....	12
B2 - Exigences de compétence, honorabilité et disponibilité.....	14
B3 - Gestion des risques	15
B4 - Système de contrôle interne	18
B5 - Fonction d'Audit Interne	20
B6 - Fonction Actuarielle	21
B7 - Sous-traitance	22
B8 - Evaluation de l'adéquation du système de gouvernance de l'entreprise par rapport à la nature, l'ampleur et la complexité des risques inhérents à l'activité	22
B9 - Autres informations	22
<u>PARTIE C - PROFIL DE RISQUE.....</u>	23
C1- Risque de souscription	24
C2 – Risque de marché	25
C3 – Risque de crédit.....	27
C4 – Risque de liquidité	28
C5 – Risque opérationnel	28
C6 – Autres risques importants	30
C7 – Autres informations.....	30
<u>PARTIE D - VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE</u>	31
D1- Actifs.....	32
D2 – Provisions techniques.....	34
D3 – Autres passifs	35
D4 – Méthodes de valorisation alternatives.....	36
D5 – Autres informations	36
<u>PARTIE E - GESTION DU CAPITAL.....</u>	37
E1- Fonds propres	37
E2 – Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis.....	38
E3 – Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis	39
E4 – Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé	40
E5 – Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis.....	40
E6 – Autres informations.....	40
<u>ANNEXE – ETATS DE REPORTING QUANTITATIFS PUBLICS</u>	41



inter mutuelles entreprises

SYNTHESE

ACTIVITE ET RESULTATS

Inter Mutuelles Entreprises est une société anonyme, filiale de Matmut Sam, elle-même affiliée au groupe prudentiel Sgam Matmut.



Les résultats de l'année 2022 de ses activités sont marqués par :

- la poursuite de sa croissance malgré un contexte assurantiel toujours autant concurrentiel avec :
 - La progression du chiffre d'affaires de 4,6% par rapport à l'exercice passé, s'établissant à 66 millions d'euros,
 - L'augmentation de son portefeuille de 6,2% avec plus de 145 milliers de contrats,
 - La croissance de son sociétariat de 6,0% avec près d'une centaine de milliers de sociétaires.
- un niveau de charges techniques exceptionnel en raison du cumul d'événements défavorables observés sur le territoire en 2022 : d'une part l'inflation qui a impacté la charge des sinistres ; d'autre part, les événements climatiques extrêmement nombreux et violents (inondations, grêles, sécheresse) et l'augmentation de la survenance d'incendies.
- le contexte macroéconomique et géopolitique général qui a conduit à la baisse des marchés financiers avec en particulier une hausse des taux d'intérêt pénalisant les placements financiers.

SYSTEME DE GOUVERNANCE

La gouvernance d'IME garantit une gestion saine et prudente de ses activités en intégrant un suivi et une mesure des risques induits par ses décisions stratégiques ou de gestion.

Son organisation est décrite dans les statuts et le règlement intérieur. Elle repose sur une séparation claire des responsabilités entre les différentes fonctions et instances :

- L'Assemblée générale des actionnaires,
- Le Conseil de surveillance, élu par l'Assemblée générale,
- Le Directoire, nommé par le Conseil de surveillance,

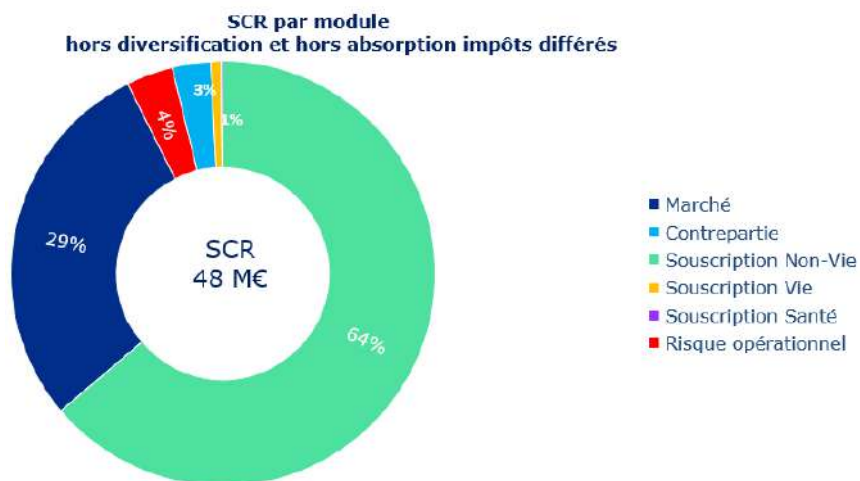
- Les dirigeants effectifs et les responsables de fonctions clés présentant régulièrement leurs travaux au comité d’audit et des comptes et comité des risques, conformité et actuariat et le cas échéant au conseil de surveillance.

Les dirigeants effectifs disposent d’un domaine de compétences et de pouvoirs étendus sur les activités et les risques d’IME et sont impliqués dans les décisions engageant l’entreprise. Le système de gouvernance comprend un système de gestion des risques et de contrôle interne, et est organisé autour de quatre fonctions clés : la fonction clé « gestion des risques », la fonction clé « actuarielle », la fonction clé « audit interne » et la fonction clé « vérification de la conformité ».

Ces fonctions clés accompagnent le conseil de surveillance dans sa mission d’orientation et de contrôle. Les membres du conseil de surveillance, du directoire et les responsables des fonctions clés répondent aux exigences de compétence, d’honorabilité et de disponibilité fixées par la réglementation.

PROFIL DE RISQUE

Inter Mutuelles Entreprises évalue ses risques de souscription, de marché, de crédit et opérationnels à partir du calcul du SCR de la formule standard.



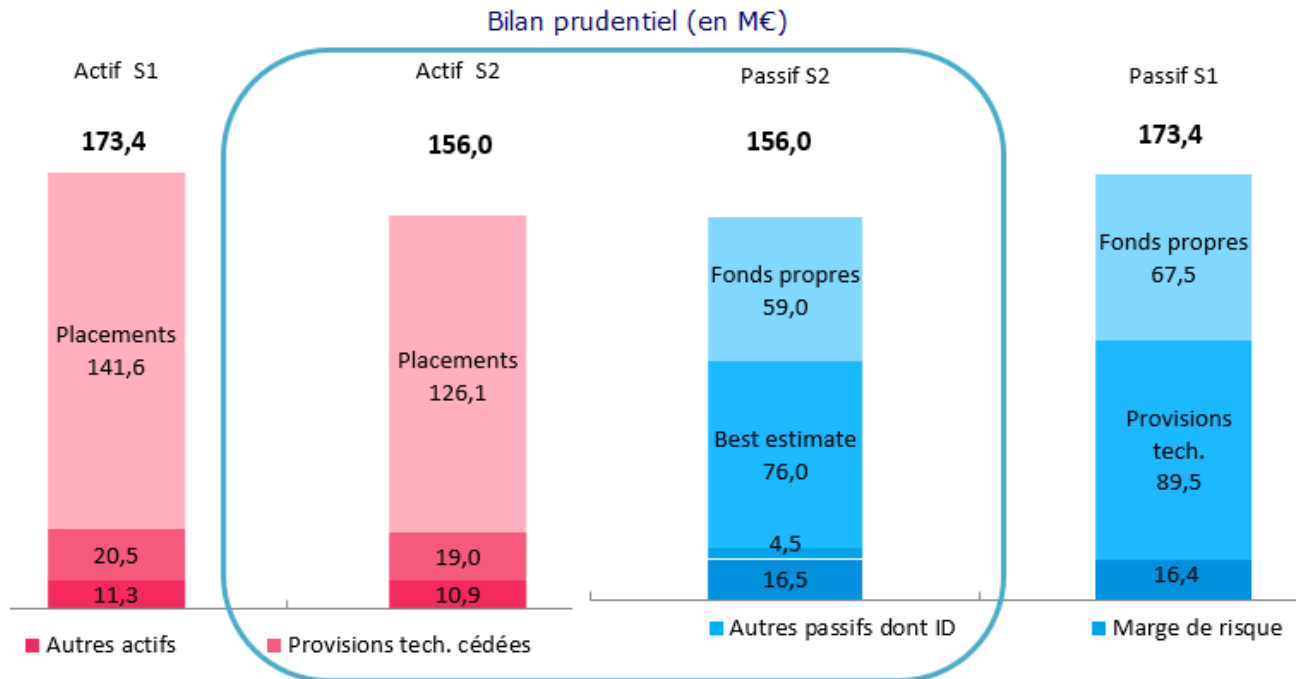
Les risques de souscription non vie et de marché sont les risques significatifs de l’entreprise représentant respectivement 64 % et 29 % du SCR hors effet diversification interne et absorption impôts différés.

Le premier recouvre les risques de primes et réserves et de catastrophe.

Le second (risque de marché) est composé des risques spread et action.

Inter Mutuelles Entreprises est par ailleurs exposée à d’autres risques qu’elle suit, évalue et maîtrise à travers la mise en œuvre de processus adaptés (cartographie de risques, contrôle permanent).

VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE



Le bilan prudentiel 2022 se compose :

- A l'actif de 81% de placements (hors immobilier d'exploitation), de 12 % de provisions techniques cédées et d'actifs divers pour 7 %.
- Au passif de 38% de provisions techniques en Best Estimate, 49% de fonds propres, 3% de marge de risque et 10% d'autres passifs.

Inter Mutuelles Entreprises n'a recours à aucune des mesures, prévues par la réglementation, améliorant sa solvabilité :

- ni transitoires (sur les provisions techniques, sur les taux et sur les chocs actions),
- ni permanentes (correction pour volatilité, paramètres spécifiques propres – USP – appliqués à son profil de risque, ...) auxquelles elle est éligible.

GESTION DU CAPITAL



La baisse du ratio de solvabilité observée en 2022 s'explique principalement par les effets combinés de :

- la baisse des fonds propres prudentiels (dépréciation des placements en valeur de marché de plus de 15 millions d'euros),
- l'augmentation du SCR (+9,6%) suite à celle du SCR souscription non-vie (+33,8%), liée principalement au SCR CAT non-vie (+9,6 millions d'euros) avec l'évolution des traités de réassurance prévue en 2023. Cette augmentation est en partie compensée par la diminution du SCR de marché (-29%) : tendance liée, entre autres, à la liquidation d'une partie des fonds actions réduisant l'exposition au risque actions de 5,5 millions d'euros, soit -42,8% par rapport à 2021.

Inter mutuelles entreprises dispose de fonds propres de base de la plus grande qualité reconnue par la réglementation prudentielle. Aucune clause ni condition importante n'est attachée aux principaux éléments de ses fonds propres.

Elle couvre largement les exigences réglementaires.



inter mutuelles entreprises

PARTIE A – ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

A1 - PRESENTATION DE L'ACTIVITE

Inter Mutuelles Entreprises (IME) est une société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance, régie par le Code des assurances. Elle est détenue à 60% par Matmut Sam et 40% par Macif sam.

L'activité d'Inter Mutuelles Entreprises repose principalement sur une offre d'assurance dommages et de responsabilité civile dite « sur mesure », pour les commerçants et artisans, les TPE, PME-PMI, les associations, les organismes mutualistes, les syndicats de copropriété (Garanties de biens, pertes financières, assurance de responsabilité civile).

L'ensemble des opérations d'assurance réalisées par Inter Mutuelles Entreprises intervient sur le territoire français. Les marchés couverts par Inter Mutuelles Entreprises sont en grande partie localisés dans la vallée de la Seine (axe Paris – Le Havre), en vallée du Rhône et près du pourtour méditerranéen.

Inter Mutuelles Entreprises détient, pour l'exercice de son activité, les agréments qui relèvent des branches d'assurances suivantes :

- Branche 1 : Accidents
- Branche 4 : Corps de véhicules ferroviaires
- Branche 6 : Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux
- Branche 7 : Marchandises transportées
- Branche 8 : Incendie et éléments naturels
- Branche 9 : Autres dommages aux biens
- Branche 12 : Responsabilité civile véhicules maritimes, lacustres et fluviaux
- Branche 13 : Responsabilité civile générale
- Branche 16 : Pertes pécuniaires diverses
- Branche 18 : Assistance.

CHIFFRES CLES

IME poursuit sa dynamique de croissance, avec un chiffre d'affaires en progression de 4,6%, s'appuyant sur le développement de son portefeuille :



FAITS MARQUANTS SURVENUS SUR LA PERIODE DE REFERENCE

LE DEVELOPPEMENT D'INTER MUTUELLES ENTREPRISES DANS UN CONTEXTE DE CRISE MACROECONOMIQUE

En dépit de la forte augmentation des prix de l'énergie, de l'inflation et malgré un contexte concurrentiel, IME a continué sa progression : une centaine de milliers de sociétaires commerçants et artisans lui font confiance pour leur confier leur assurance dommages et de responsabilité civile sur mesure.



inter mutuelles entreprises

INTER MUTUELLES ENTREPRISES, SOLIDAIRE DU PLAN DE SOBRIETE NATIONAL

Outre ses politiques d'investissements financiers et d'achats responsables, l'action IME se traduit également dans la mise en place de différentes réalisations permettant, pour exemples, de tendre vers une entreprise zéro déchet plastique, de réaliser des constructions immobilières à haute performance énergétique.

De même, en amont des annonces gouvernementales, IME s'est engagée dans des efforts de sobriété énergétique afin de réduire sa consommation énergétique : la température et l'amplitude horaire de l'éclairage a été réduite dans tous les locaux, l'usage des serveurs informatiques est rationalisé.

RESULTATS 2022

L'activité d'Inter Mutuelles Entreprises repose sur une offre d'assurance s'adressant principalement aux professionnels, TPE et associations, et visant la protection de leurs biens, responsabilité civile et pertes financières.

Compte de résultat en K€ par lignes d'activités	2022	2021	Variation 2022 2021	
Assistance	11	-4	15	356,3%
Entreprises - contrats à la carte	-4 581	6 644	-11 225	-168,9%
Autres activités	31	-292	324	110,7%
Résultat de souscription	-4 539	6 348	-10 887	-171,5%

La dégradation du résultat technique de -10,9 millions d'euros résulte d'une très forte augmentation de la charge de sinistres (+21,2 millions d'euros) s'expliquant par des événements climatiques exceptionnels et dans une moindre mesure à une hausse du coût des dossiers de « RC générale ».

Les cotisations acquises progressent quant à elles, de 2,9 millions d'euros.

Les frais généraux sont en hausse de plus de 17 %.

Le résultat financier est en hausse de 1,5 million d'euros, s'expliquant principalement par une hausse des profits nets provenant des réalisations de placements (+ 1,6 million d'euros).

CONTRÔLE INTER MUTUELLES ENTREPRISES

Inter Mutuelles Entreprises est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) située 4 place de Budapest – 75436 PARIS CEDEX 09.

NOMS ET COORDONNEES DES AUDITEURS EXTERNES

NOM	ADRESSE
SEC Burette	9 Rue Malatiré, 76000 Rouen
Mazars	61 rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie

A2 - RESULTATS DE SOUSCRIPTION

Pour l'ensemble de ses activités, les résultats et principaux indicateurs à travers lesquels Inter Mutuelles Entreprises appréhende sa performance sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Montants en KC	2022	2021	Variation 2022 2021	
Cotisations acquises brutes	66 007	63 127	2 879	4,6%
Charge de prestations brutes / provisions des contrats	- 44 929	- 24 428	- 20 502	83,9%
Ratio prestations/cotisations	68,1%	38,7%		
Frais	- 27 783	- 23 688	- 4 096	17,3%
Solde de réassurance	- 252	- 10 112	9 860	97,5%
Produits de placement alloués	2 419	1 448	972	67,1%
Résultat technique IME - Toutes activités	- 4 539	6 348	- 10 887	-171,5%
Ratio combiné net (sur primes acquises)	112,6%	90,7%		

Le résultat technique d'Inter Mutuelles Entreprises est en baisse, et s'établit à -4,5 millions d'euros. Cette évolution est principalement expliquée par la hausse significative de la charge de prestations brutes (événements incendie) qui a quasiment doublé par rapport à 2021, et est en partie compensée par l'évolution positive du solde de réassurance.

Le ratio combiné d'inventaire s'établit à 112,6%, en hausse de l'ordre de 22 points par rapport à 2021, et devient supérieur à 100%.

A3 - RESULTATS DES INVESTISSEMENTS

Le résultat financier s'établit à 4,8 millions d'euros, en hausse de 47%.

Montant en M€	2022	2021	2022-2021
Résultat Financier	4,8	3,3	1,5

La réalisation de plus-values avec notamment la cession de fonds et d'obligations explique principalement cette variation du résultat financier. Les revenus nets d'amortissements et de frais et les plus-values réalisées sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Montant en M€	Revenus nets des Δ Amortissements et des frais			PV Réalisées		
	2022	2021	2022-2021	2022	2021	2022-2021
Obligations	2,5	2,7	-0,2	0,7	0,0	0,7
Actions	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Fonds d'investissement	0,6	0,4	0,2	1,1	0,4	0,7
Trésorerie et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Immobilier	-0,2	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	3,0	2,9	0,1	1,8	0,4	1,4

A4 - RESULTATS DES AUTRES ACTIVITES

Inter Mutuelles Entreprises n'exerce aucune autre activité que celle présentée précédemment. Néanmoins, son résultat net est également impacté :

- Par le résultat exceptionnel,
- Et d'autres frais tels que la participation des salariés et l'impôt sur les sociétés.

Ce résultat des autres revenus et dépenses est en hausse de plus de 3 millions d'euros. Cette évolution s'analyse comme suit :



inter mutuelles entreprises

Montant en K€	2 022	2 021	Variation 2022 2021	
Autres éléments non techniques	0,0	0,0	0,0	nc
Participation des salariés	-295,3	-737,9	442,6	-60,0%
Résultat exceptionnel	-98,5	-557,5	458,9	-82,3%
Impôt sur les sociétés	1,3	-2 443,8	2 445,1	-100,1%
Total des autres revenus et dépenses	-392,5	-3 739,2	3 346,7	-89,5%

L'absence de charge d'impôt sur les sociétés explique principalement la variation.

A5 - AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante concernant l'activité n'est à noter.

PARTIE B – SYSTEME DE GOUVERNANCE

B1 - INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE

ADMINISTRATION ET DIRECTION D'INTER MUTUELLES ENTREPRISES

Inter Mutuelles Entreprises est une société d'assurance anonyme à directoire et conseil de surveillance régie par le Code des assurances.

Sa gouvernance repose sur une séparation claire des rôles et responsabilités entre les fonctions exécutives d'une part, et les missions de contrôle et de surveillance d'autre part, garantissant ainsi une remontée d'information efficace vers les organes décisionnels.

Trois organes distincts en assurent le contrôle, la stratégie et la gestion :

- L'Assemblée générale des actionnaires, qui se peut se réunir sous la forme ordinaire ou extraordinaire,
- Le Conseil de surveillance, élu par l'Assemblée générale,
- Le Directoire, nommé par le Conseil de surveillance.

Le Conseil de Surveillance et le Directoire forment l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle, conformément à l'article R 354-1 du Code des assurances. Les principes de fonctionnement des organes de gouvernance (attributions, composition, ...) sont prévus aux statuts de l'entreprise et au règlement intérieur du Conseil de surveillance.

L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Organe délibérant, l'assemblée générale des actionnaires se prononce sur l'activité, les comptes et les orientations stratégiques de la société après avoir pris connaissance des rapports du conseil de surveillance.

Elle statue sur tous les intérêts sociaux, procède au renouvellement des membres sortants du conseil de surveillance et éventuellement des commissaires aux comptes.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Il est composé de 10 membres nommés par l'Assemblée générale des actionnaires.

Les membres du Conseil de surveillance, élus pour 6 ans et rééligibles, exercent le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire. À ce titre, à toute époque de l'année, le Conseil de surveillance opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns, et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Il approuve les politiques écrites et les rapports réglementaires (ORSA/RSR/SFCR).

En sa qualité de filiale de Matmut Sam, affiliée à SGAM Matmut, le Conseil de surveillance d'Inter Mutuelles Entreprises bénéficie de l'assistance et de l'expertise des 4 Comités Spécialisés créés au niveau de la SGAM, pour l'étude et l'appréciation des dossiers sur lesquels il est amené à statuer. Les attributions de ces Comités sont formalisées dans la politique générale de gouvernance. Il s'agit :

- du comité d'audit et des comptes qui assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières,
- du comité des risques, conformité et actuariat qui assure le suivi des questions relatives aux risques, à la solvabilité et à la solidarité financière entre les entités du groupe,
- du comité des Nominations et Rémunérations, en charge d'examiner les propositions de nominations et les conditions de rémunération des mandataires sociaux et principaux dirigeants des entités du groupe,
- du comité éthique et pratique mutualistes qui a pour mission d'assurer la mise en place des mesures imposées par la réglementation relevant des questions éthiques ou déontologiques notamment en matière d'anti-fraude et d'anti-corruption.

LE DIRECTOIRE

Le directoire est nommé par le Conseil de surveillance. Il est chargé de la gestion exécutive de l'entreprise dans le respect des décisions prises par le Conseil de surveillance auquel il rend compte.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Son Président représente la Société dans tous ses rapports avec les tiers.

Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la Loi attribue expressément à l'Assemblée générale et au Conseil de surveillance.

LES DIRIGEANTS EFFECTIFS

Le principe dit des « quatre yeux » institue une double validation par les dirigeants effectifs des décisions pouvant faire encourir des risques significatifs à Inter Mutuelles Entreprises dans le cadre de la gestion opérationnelle des activités, avant qu'elles ne soient prises et mises en œuvre.

Cinq dirigeants effectifs ont été nommés pour Inter Mutuelles Entreprises : le Président et 4 membres du Directoire.

LES FONCTIONS CLES

Conformément à l'article L 354-1 du Code des assurances, Inter Mutuelles Entreprises a procédé à la désignation des représentants des fonctions clés, tous rattachés au directeur général de la Sgam Matmut :

- Fonction de gestion des risques,
- Fonction actuarielle,
- Fonction de vérification de la conformité,
- Fonction d'audit interne.

Les rôles et missions de ces fonctions sont précisés au §B.3 pour la fonction de gestion des risques, § B.4 pour la fonction de vérification de la conformité, § B.5 pour la fonction d'audit interne et § B.6 pour la fonction actuarielle.

Les responsables de fonction clé disposent du positionnement hiérarchique garantissant leur indépendance et l'autorité nécessaire à l'exercice objectif et efficace de leurs missions. Ils ont accès à toute l'information indispensable à leurs missions, communiquent avec les instances dirigeantes et présentent régulièrement leurs travaux au comité d'audit et des comptes (fonction audit interne) et au comité des risques, conformité et actuariat (fonctions actuarielle, gestion des risques et conformité) et le cas échéant au conseil de surveillance.

Un comité des fonctions clés, animé par le responsable de la fonction clé d'audit interne, réunit une fois par an les quatre responsables des fonctions clés. Il a pour mission d'assurer la coordination sur la gestion des risques entre les fonctions clés et d'échanger sur l'évolution de l'actualité réglementaire.

Des points de contrôle permanent et périodique réunissent une fois par an chaque directeur d'entité et les 4 fonctions clés aux fins de rendre compte des risques et des activités de contrôle. Ces points sont organisés par la fonction clé gestion des risques et permettent d'appréhender le risque dans une vision globale et consolidée.

CHANGEMENT IMPORTANT DU SYSTEME DE GOUVERNANCE SURVENU AU COURS DE L'EXERCICE

- Composition du Conseil de surveillance

Madame Clarisse GERARD a été cooptée en qualité de membre du Conseil de surveillance en remplacement de Monsieur Jean-Louis GROSSE, démissionnaire.

Madame Geneviève LEGUILLON a été cooptée en qualité de membre du Conseil de surveillance en remplacement de Monsieur Christophe BOURRET, démissionnaire.

- Responsables de Fonctions clés

Les responsables de fonctions clés Gestion des risques et Actuariat ont été remplacés au cours de l'exercice.

Monsieur Gérald CHAUVEAU a été nommé Responsable de Fonction Clé Actuariat à compter du 1er juillet 2022.

Madame Marie SCHALLIER a été nommée Responsable de Fonction Clé Gestion des risques à compter du 13 octobre 2022.



inter mutuelles entreprises

DROITS ET PRATIQUES RELATIFS A LA REMUNERATION DES MEMBRES DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION, DE GESTION OU DE CONTROLE D'INTER MUTUELLES ENTREPRISES

La rémunération des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle est strictement encadrée par la politique de rémunération, dont l'objectif majeur est de garantir l'absence d'incitation à une prise de risque excessif ou inacceptable pour l'entreprise, et d'éviter les comportements préjudiciables aux intérêts des sociétaires d'Inter Mutuelles Entreprises.

LES DIRIGEANTS

Les dirigeants d'Inter Mutuelles Entreprises ont une rémunération composée d'une partie fixe et d'une éventuelle part variable attribuée, par le Comité Nominations et Rémunérations, en fonction de la performance du Groupe et des résultats individuels atteints sur la base d'objectifs fixés préalablement.

Le Comité Nominations et Rémunérations s'assure chaque année que les objectifs de performance fixés ne sont pas susceptibles de mettre les intéressés en situation de conflits d'intérêts, ni susceptibles de favoriser une prise de risque non contrôlée.

Les dirigeants ne bénéficient d'aucune attribution d'actions ou de « stock-options ». Aucun jeton de présence n'est perçu par les dirigeants du Groupe au titre des mandats qu'ils exercent au nom de ce dernier.

LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Les fonctions de membres du Conseil de surveillance sont exercées à titre gratuit. Les mandataires sociaux perçoivent des indemnités forfaitaires compensatrices du temps passé pour l'exercice de leurs fonctions et sont remboursés uniquement de leurs frais de déplacement et de séjour.

B2 - EXIGENCES DE COMPETENCE, HONORABILITE ET DISPONIBILITE

La politique de compétences, d'honorabilité et de disponibilité décrit le dispositif mis en place afin de s'assurer que les dirigeants effectifs (Président et membres du Directoire), les responsables des fonctions clés, les membres du Conseil de surveillance satisfont avant leur nomination et de manière continue aux exigences de compétence, d'honorabilité et de disponibilité fixées par la réglementation et par l'entreprise.

Ces exigences sont appréciées de façon individuelle et/ou collective et font l'objet d'un suivi annuel.



inter mutuelles entreprises

Compétences	
Collective	Individuelle
Conseil d'administration	Dirigeants effectifs
Marché de l'assurance	Compétences et expériences suffisamment larges dans les domaines de l'assurance, des marchés financiers, du système de gouvernance et de compréhension des risques
Marché financier	Implications dans les décisions ayant un impact important, notamment en matière de stratégie, de gestion du changement et de questions financières
Stratégie du groupe	Fonctions clés
Modèle économique	Compétences communes à toutes les Fonctions clés : Domaine de l'assurance et dans la fonction exercée
Système de gouvernance	Gestion des risques : Vision globale de l'ensemble des risques liés aux activités d'assurance, de réassurance, financiers et opérationnels, de leurs interactions et des mesures prises pour s'en protéger
Gestion des risques	Actuariat : Connaissances et pratique des mathématiques actuarielles et financières pour appréhender l'ampleur et la complexité des risques inhérents à l'activité Conformité : Connaissances juridiques assurantielles avérées, connaissance suffisante de la réglementation et des activités pour appréhender l'exposition aux risques de non-conformité Audit interne : Compétences en méthodologie d'audit interne. Connaissance des activités importantes de l'entreprise permettant de comprendre et d'apprécier les problématiques remontées par les auditeurs experts.

ÉVALUATION DES COMPÉTENCES

A la nomination, l'évaluation des compétences est réalisée au moyen de l'analyse du curriculum vitae de la personne, indiquant de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'étranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées, les résultats obtenus en termes de développement de l'activité et de rentabilité.

En cours de mandat, une fiche individuelle de suivi, complétée annuellement, permet de s'assurer de la complétude des compétences.

ÉVALUATION DE L'HONORABILITE

A la nomination, l'évaluation de l'honorabilité s'effectue au moyen de la communication d'un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) datant de moins de 3 mois. En cours de mandat, la fiche individuelle de suivi annuelle, dans laquelle figure une attestation sur l'honneur du respect de la condition d'honorabilité permet de s'assurer de l'honorabilité de la personne. Un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) datant de moins de 3 mois est également systématiquement demandé.

ÉVALUATION DE LA DISPONIBILITE

Pour s'assurer que les dirigeants effectifs et les responsables Fonctions clés, disposent de la disponibilité suffisante pour exercer les missions qui leur sont confiées, un suivi du temps estimé consacré à l'ensemble de leurs tâches, est réalisé annuellement. Ce suivi détaille également le nombre et le type de mandats exercés.

B3 - GESTION DES RISQUES

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE GESTION DES RISQUES

Pour mener à bien sa stratégie tout en maîtrisant ses risques, IME a défini son cadre d'appétence au risque autour d'un nombre limité d'indicateurs lui permettant d'assurer la sécurité recherchée par ses sociétaires.

L'appétence au risque se définit comme le niveau de risques agrégé maximum que IME est prêt à prendre pour la poursuite de son activité et afin d'atteindre les objectifs fixés par son plan stratégique.

Le conseil de surveillance approuve la stratégie de gestions des risques et fixe le cadre d'appétence aux risques. Il s'appuie sur deux comités spécialisés créés au niveau de la SGAM Matmut, dont il recueille l'avis dans leurs domaines de compétences respectives :

- **Le Comité des Risques, Conformité et Actuariat (CRCA)** examine les risques de toute nature, dont la cartographie des risques majeurs et veille aux activités de contrôle interne. Il identifie, évalue les risques de toutes origines et de toutes natures susceptibles d'affecter les activités d'IME. Il examine les politiques, les rapports réglementaires dont l'ORSA et les procédures de gestion des risques soumises pour approbation au conseil de surveillance. Il s'assure de l'existence d'une procédure d'identification et de suivi des risques ainsi que de la mise en œuvre des éventuelles mesures correctrices. La fonction clé actuarielle, la fonction clé gestion des risques, et la fonction vérification de conformité participent à ce comité.

- **Le Comité d'Audit et des Comptes (CAC)** examine les comptes périodiques du Groupe. Il assure un suivi des travaux et des missions de l'audit interne.

Il examine également les placements financiers et veille au respect des engagements quant aux critères ESG.

L'animation et le suivi du système de gestion des risques reposent également sur les instances opérationnelles suivantes :

- **Le Comité de Pilotage Economique (CPE)**

Ce comité, présidé par le directeur général du groupe, examine les travaux d'évaluation des risques et de la solvabilité dans le cadre du processus ORSA et vérifie l'adéquation de la solvabilité du Groupe et de chacune des entités solos dont IME avec les objectifs fixés.

Il examine également les placements financiers et veille au respect des engagements quant aux critères ESG.

- **Le Comité risques et contrôle interne (CRCI)**

Ce comité traite de l'ensemble des travaux relatifs à l'évaluation et la maîtrise des risques, ainsi que ceux de contrôle interne. Il examine également les rapports narratifs réglementaires et les rapports d'activité des fonctions clés. Présidé par le directeur général, il réunit les dirigeants effectifs ainsi que les responsables de fonctions clés.

- **Le Comité CSRD et NZIA**

Ce comité a pour mission :

- de partager la connaissance des exigences réglementaires en matière de RSE (CSRD, NZIA,...)
- d'organiser la mise en œuvre des travaux de mise en conformité nécessaires,
- d'assurer le suivi de ces travaux,
- d'informer les participants des travaux engagés par le Groupe qui répondent aux enjeux RSE et qui impactent l'activité.

- **Le Comité financier**

Le comité financier définit la stratégie d'allocation d'actifs en conformité avec la politique, spécialement les engagements en termes d'investissements responsables et solidaires (labels ISR et greenfin).

La stratégie en matière de gestion des risques est formalisée dans la politique de gestion des risques, déclinée opérationnellement par domaine de risques.

ANIMATION DU SYSTEME DE GESTION DES RISQUES

Le pilotage effectif et quotidien du système de gestion des risques est assuré par la fonction de gestion des risques.

La fonction de gestion des risques a pour objectif de couvrir de manière intégrée et transversale l'ensemble des risques auxquels IME peut être confrontée afin, notamment de :

- se conformer aux exigences réglementaires en cours ou à venir,
- garantir une vision homogène et fiable du suivi des risques au service du conseil de surveillance, du directeur général mais également des partenaires et des sociétaires,
- assurer la solvabilité d'IME.

A ce titre, la fonction de gestion des risques :

- participe à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques,
- assure le suivi du système de gestion des risques sur l'ensemble des risques y compris sur les risques émergents, les risques en matière de durabilité et le processus ORSA, et veille à sa bonne application,
- assure le suivi du profil de risque général de l'entreprise dans son ensemble,
- identifie et évalue les risques émergents et les risques en matière de durabilité, et actualise le système de gestion des risques en conséquence,
- rend compte des expositions aux risques de manière détaillée et conseille le conseil de surveillance sur les questions de gestion de risques y compris en relation avec des questions telles que la stratégie d'entreprise, les projets ou les investissements de grande ampleur,
- propose, le cas échéant des mesures correctrices et rend compte aux instances de leur mise en œuvre,
- assure les relations avec les autorités de tutelle sur son domaine d'activité.

La participation du responsable de la fonction de gestion des risques aux comités ci-dessus décrits permet de s'assurer de la bonne prise en compte des risques dans le schéma décisionnel et d'une bonne information des responsables de fonction clé, essentielle pour la bonne réalisation de leurs missions dans le système de gestion des risques.

Pour mener à bien ses missions, le responsable de la fonction de gestion des risques s'appuie sur :

- la politique de gestion des risques et les politiques déclinées par domaine de risques, qui décrivent la gouvernance des risques et les macro-processus permettant de déployer le processus de management des risques. Elles sont révisées annuellement et approuvées par le conseil de surveillance,
- les travaux relatifs aux problématiques de durabilité, de changement climatique et d'évaluation des impacts de l'activité sur l'environnement et la société en général,
- la cartographie des risques qui décrit tous les risques auxquels est exposée IME ainsi que leur impact potentiel s'ils venaient à se réaliser. Les risques identifiés sont revus chaque année et complétés, le cas échéant en fonction des évolutions internes ou externes.

EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE (ORSA)

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité fait partie intégrante du système de gestion des risques. Elle participe à la gestion prévisionnelle des risques et à l'évaluation de l'adéquation des fonds propres de l'entreprise. IME utilise l'ORSA comme un outil de pilotage intégré aux réflexions de la direction sur sa stratégie, au travers des trois évaluations définies par l'article R.354-3 du code des assurances :

- son besoin global de solvabilité,
- le respect permanent des obligations réglementaires concernant la couverture du SCR, du MCR et des exigences concernant le calcul des provisions techniques,
- l'écart entre le profil de risque groupe et les hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis.

Les résultats de l'ORSA visent à s'assurer et garantir la cohérence des orientations stratégiques envisagées. En cas d'incohérence, ils permettent de mettre en évidence les alternatives possibles ou actions correctrices envisageables, sur la base d'une démarche itérative. Ils sont remis au conseil de surveillance d'IME lors de la définition de la stratégie et du système d'appétence aux risques, de tolérances et de limites opérationnelles pour éclairer la prise de décision.

La gouvernance mise en place pour le suivi de la réalisation de l'ORSA et la prise en compte des résultats dans les décisions de gestion sont formalisées dans la politique ORSA.

PROCESSUS ORSA REGULIER

Chaque année le responsable de la fonction de gestion des risques supervise et coordonne la réalisation des évaluations internes des risques et de la solvabilité, dans le respect de la politique ORSA, validée par le Conseil de surveillance.

L'ORSA est réalisé conjointement par les acteurs opérationnels et les organes de direction à chaque étape clé de la construction des évaluations :

- **La Phase 1** se déroule sur la période de janvier à avril de l'année N, au cours de laquelle sont réalisées les opérations de backtesting, mesures de sensibilités et études ponctuelles en préparation de l'ORSA régulier.
- **La Phase 2** se déroule sur la période d'avril à août de l'année N, au cours de laquelle ont lieu les travaux de préparation de l'ORSA avec la prise en compte des orientations stratégiques, les réflexions autour des hypothèses, des scénarios de stress, la précalibration des modèles et données d'ouverture n-1.
- **La Phase 3** se déroule sur la période de septembre à novembre de l'année N, au cours de laquelle sont validés les éléments liés aux sujets suivants :
 - Profil de risque et système de gestion des risques,
 - Calibration des modèles et hypothèses,
 - Scénarios du Besoin global de solvabilité (BGS) avec les scénarios central et alternatif,
 - Scénarios de stress,
 - & analyse de la solvabilité,
- **La Phase 4** se déroule sur la période d'août à novembre de l'année N portant sur la rédaction du rapport.

PROCESSUS ORSA PONCTUEL

En complément de l'ORSA régulier, un ORSA ponctuel peut être déclenché lors de la survenance d'événements importants, internes au groupe Matmut ou externes, qui entraînent une modification substantielle du profil de risque ou du niveau des ressources financières disponibles.

Des modifications substantielles du profil de risque peuvent ainsi survenir du fait d'événements internes ou externes, dès lors qu'ils ont un effet significatif, de manière individuelle ou combinée.

L'appréciation de la matérialité de ces événements repose principalement sur des facteurs qualitatifs. Cette analyse qualitative peut intégrer, lorsque cela s'avère pertinent, une évaluation quantitative.

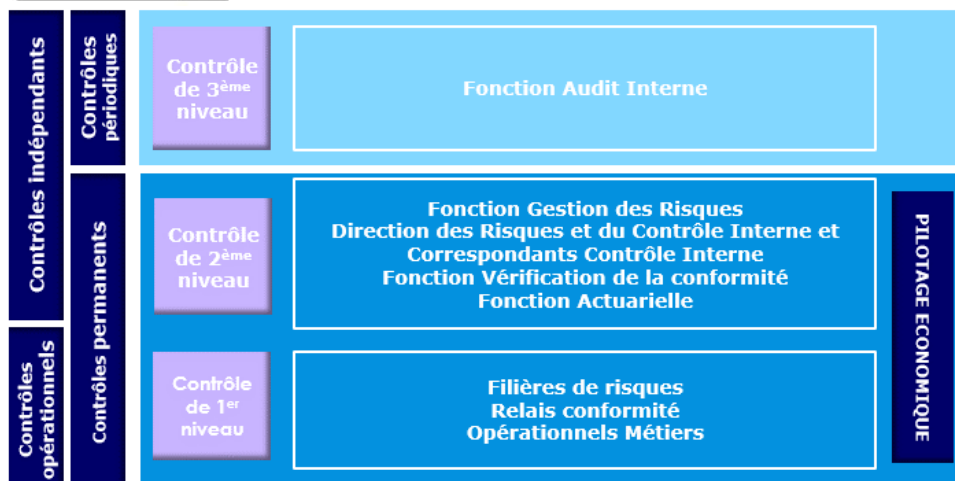
B4 - SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

DESCRIPTION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le système de contrôle interne mis en place au sein du Groupe vise à assurer le bon fonctionnement des services du groupe et plus particulièrement :

- la conformité aux lois et règlements,
- la fidèle application des instructions et orientations fixées par le conseil de surveillance et la direction générale,
- la qualité et la fiabilité des informations comptables et financières (séparation des tâches, conformité aux principes comptables),
- le bon fonctionnement des process internes spécialement ceux concourant à la sauvegarde des actifs.

Il veille à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques grâce à la réalisation de contrôles, organisé autour de 3 niveaux distincts, synthétisé dans le schéma ci-dessous :



- le contrôle de premier niveau : contrôle a priori ou a posteriori, manuel ou informatisé, qui est réalisé dans les processus au fil des opérations selon des modalités prédéfinies eu égard à l'analyse des risques et aux objectifs opérationnels. Ce sont les collaborateurs directement en charge des opérations et de leur supervision hiérarchique, et les filières de risques, le cas échéant, qui en ont la responsabilité,
- le contrôle de deuxième niveau : contrôle essentiellement a posteriori dont l'objectif principal est de s'assurer de l'efficacité du dispositif de gestion des risques et des actions de contrôle de 1er niveau. Il est réalisé au sein d'IME par des personnes qui ne sont pas directement en charge des opérations contrôlées. Le contrôle de niveau 2 a pour objectif de valider la pertinence et l'exhaustivité du référentiel des contrôles de niveau 1 attachés au risque contrôlé et de valider leur bonne exécution. Afin de garantir la maîtrise des activités, l'ensemble des risques locaux de la cartographie doit être contrôlé régulièrement, selon les fréquences suivantes :
 - o Les risques opérationnels à criticité brute élevée et très élevée doivent être contrôlés a minima tous les 2 ans.
 - o Les autres risques opérationnels doivent être contrôlés a minima tous les 4 ans.
- le contrôle de troisième niveau : exercé par la fonction audit interne, décrite au paragraphe B.5.

La politique Contrôle Interne formalise l'organisation et le fonctionnement du système de contrôle interne.

LA FONCTION VERIFICATION DE LA CONFORMITE

DESCRIPTION DE LA FONCTION VERIFICATION DE LA CONFORMITE

La fonction de vérification de la conformité vérifie l'adéquation des processus, produits et des services avec les dispositions législatives, réglementaires et administratives afin d'identifier, évaluer et prévenir la survenance du risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, entraînant une perte financière, une atteinte à la réputation ou une mesure administrative, et qui naît du non-respect de la réglementation (dispositions de nature législative ou réglementaire, jurisprudence, normes professionnelles, déontologiques ou internes).

Son périmètre d'activité couvre principalement :

- Gouvernance,
- Ethique et déontologie,
- Données à caractère personnel,
- Protection de la clientèle,
- Sécurité financière.

En marge de ce périmètre, compte tenu de l'exposition de IME au risque notamment d'atteinte à l'image, le pôle conformité suit, sans intégrer le processus complet de la fonction, les risques liés aux achats contrats de travail, discrimination des collaborateurs et hygiène et sécurité.

La fonction de vérification de la conformité met en œuvre chaque année un plan de contrôle permanent et de suivi des risques. A l'issue de ces contrôles, elle préconise des plans d'actions visant à maîtriser les risques de non-conformité et optimiser la performance globale de IME.

ANIMATION DE LA FONCTION VERIFICATION DE LA CONFORMITE

La fonction de vérification de la conformité est incarnée par le directeur groupe, responsable de la direction juridique, fiscale et conformité.

Pour veiller à la vérification de la conformité de IME, elle met en œuvre les missions suivantes :

- identification, prévention, traitement, évaluation et suivi des risques de non-conformité,
- accompagnement, conseil et formation,
- pilotage direct ou participation au programme de mise en conformité.

La fonction de vérification de la conformité n'effectue aucun acte de gestion opérationnelle, ce qui garantit son indépendance dans l'exercice de ses missions.

Le responsable de la fonction de vérification de la conformité rend compte régulièrement au directeur général, au comité « risques et contrôle interne » et au comité « risques, conformité et actuariat », des résultats des contrôles menés et de l'état d'avancement des plans d'actions.

L'organisation et le fonctionnement de la fonction de vérification de la conformité sont formalisés dans la politique de conformité.

B5 - FONCTION D'AUDIT INTERNE

DESCRIPTION DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE

La fonction « audit interne » est l'une des composantes des dispositifs de maîtrise des risques de la Sgam Matmut et des entités qui constituent celle-ci, dont IME.

Elle a pour mission de fournir aux dirigeants et principaux responsables de ces structures, des analyses, avis, conseils et recommandations, émis sur la base de travaux périodiques d'investigation ayant notamment pour objet :

- de contrôler le respect des procédures et la conformité des opérations aux dispositions légales et réglementaires, aux normes et usages professionnels, ainsi qu'aux politiques, directives et stratégies en place,
- d'évaluer l'adéquation des moyens déployés pour garantir la régularité et la sécurité desdites opérations,
- d'apprécier l'utilisation des ressources, la performance des systèmes d'information et la pertinence des structures organisationnelles,
- d'examiner les opérations et les programmes pour s'assurer qu'ils sont cohérents avec les stratégies définies et qu'ils sont effectivement menés à bien,
- de s'assurer de l'efficacité des processus de gouvernement d'entreprise et de management des risques, en vérifiant notamment l'adéquation entre les mesures mises en œuvre et la politique de gestion des risques applicable.

ANIMATION DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE

La fonction « audit interne » est incarnée par le directeur « groupe », responsable de la direction de l'audit interne.

Elle élabore un plan d'audit pluriannuel, fondé sur les risques qui tient compte des propositions des différents dirigeants et responsables visés ci-dessus, dont ceux d'IME, ainsi que des responsables des fonctions clés « actuarielle », « gestion des risques » et « vérification de la conformité ». Ce plan est soumis à l'approbation du directeur général et du comité d'audit & des comptes de la SGAM Matmut. Des missions non prévues au plan peuvent être réalisées en cours d'exercice, à la demande ou après validation de ces instances. Il fait l'objet d'une revue semestrielle.

L'indépendance de la fonction « audit interne » est garantie par :

- le rattachement hiérarchique du directeur de l'audit interne, au directeur général de la SGAM Matmut , et son rattachement fonctionnel au comité d'audit et des comptes de cette même SGAM,
- l'absence de toute fonction opérationnelle exercée par les auditeurs, par ailleurs astreints au secret professionnel.

Ces caractéristiques donnent à la direction de l'audit interne un pouvoir d'investigations étendu, se traduisant par la possibilité d'avoir accès à tous les sites, locaux, informations, documents, fichiers etc. jugés indispensables à l'exécution de sa mission, et d'entrer en relation avec tous les collaborateurs de la SGAM Matmut et des entités qui la constituent, dont ceux d'IME.

Le responsable de l'audit interne a l'obligation d'informer le directeur général et le comité d'audit et des comptes de la SGAM Matmut de toute remise en cause de cette indépendance.

L'objectivité est, quant à elle, favorisée notamment par :

- l'engagement des auditeurs internes à respecter les règles et principes déontologiques édictées par l'association internationale de l'audit interne (IIA),
- les compétences techniques variées dont disposent les auditeurs, entretenues et développées au travers de la formation continue,
- des règles d'affectation des auditeurs sur chaque mission, et ce de façon à prévenir toute forme de conflit d'intérêts, d'atteinte à la probité ou de manque d'impartialité,
- la supervision de chaque mission par le responsable de l'audit interne lui-même et /ou son adjoint,
- la mise en œuvre des recommandations sous la responsabilité des entités auditées, qui élaborent des plans d'actions à cet effet.

Le responsable de l'audit interne rend compte régulièrement au directeur général et au comité d'audit et des comptes de la SGAM Matmut, de l'état d'avancement et des conclusions des missions d'audit ainsi que de la mise en œuvre des recommandations. Ces sujets donnent lieu également à des échanges avec les dirigeants et responsables d'IME pour les aspects qui les concernent.

L'organisation et le fonctionnement de la fonction « audit interne » sont formalisés dans une politique et une charte dédiées.

B6 - FONCTION ACTUARIELLE

DESCRIPTION DE LA FONCTION ACTUARIELLE

Au titre de ses missions, le responsable de la fonction actuarielle :

- analyse, contrôle et suit les provisions techniques,
- coordonne le calcul des provisions techniques et garantit le modèle approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et approximations utilisés pour ce calcul,
- apprécie la suffisance et la qualité des données utilisées,
- émet un avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance en analysant le programme de réassurance,
- contribue à la mise en œuvre du système de gestion des risques en réalisant le calcul de marge de solvabilité, en participant à la réalisation de l'ORSA, à la comitologie relative à la gestion des risques et à la révision de la politique de gestion des risques.

ANIMATION DE LA FONCTION ACTUARIELLE

La fonction actuarielle est incarnée par le Directeur responsable de la Direction Actuariat Groupe et du Pilotage Économique (DAGPE).

Il rédige un rapport actuariel, soumis annuellement pour information au conseil de surveillance, qui reprend la synthèse des actions entreprises, l'identification des éventuelles défaillances et les recommandations émises par la fonction actuarielle. Pour ce faire, il sollicite chacune des parties prenantes, à savoir les équipes Inventaire,

Souscription, Réassurance, Gestion, Comptabilité et Informatique, et leur demande de formuler un avis argumenté sur l'ensemble de ses analyses.

Le rapport actuariel est ainsi rédigé à l'issue d'un travail collaboratif et de débats contradictoires.

B7 - SOUS-TRAITANCE

Inter Mutuelles Entreprises confie à des prestataires la réalisation de tout ou partie de ses activités ou fonctions d'assurance, qu'ils effectuent soit directement, soit en recourant eux-mêmes à la sous-traitance.

POLITIQUE DE SOUS-TRAITANCE

L'externalisation de ces activités expose Inter Mutuelles Entreprises à des risques opérationnels susceptibles d'avoir un impact financier, réglementaire ou en termes d'images et de réputation. Afin de maîtriser ces risques, Inter Mutuelles Entreprises a mis en place un dispositif de sécurisation des risques de sous-traitance, décrit dans la politique de sous-traitance, et qui repose sur 4 processus :

- qualification de l'activité et sélection du sous-traitant,
- contractualisation avec le sous-traitant,
- contrôle permanent de chaque sous-traitant,
- reporting au Comité des Risques et du Contrôle Interne (CRCI) et au Comité des Risques, Conformité et Actuariat (CRCA).

Ces 4 processus sont déclinés en fonction de la criticité de la prestation effectuée par les sous-traitants, qui sont ainsi classés en deux catégories : sous-traitants importants ou critiques, sous-traitants.

SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITES OU FONCTIONS OPERATIONNELLES IMPORTANTS OU CRITIQUES

Les activités importantes ou critiques qu'Inter Mutuelles Entreprises externalise sont listées ci-dessous :

Types d'activités externalisées		Ressort territorial
Financier	Gestion d'actifs financiers	France
Logistique	Archivage de dossiers de gestion	France

Inter Mutuelles Entreprises n'externalise aucune fonction clé.

B8 - EVALUATION DE L'ADEQUATION DU SYSTEME DE GOUVERNANCE DE L'ENTREPRISE PAR RAPPORT A LA NATURE, L'AMPLEUR ET LA COMPLEXITE DES RISQUES INHERENTS A L'ACTIVITE

Le système de gouvernance IME, décrit ci-dessus est en adéquation avec la stratégie, la nature et l'ampleur des risques inhérents à ses activités. Il permet de garantir une gestion saine, prudente et efficace de celles-ci, en conformité avec la réglementation.

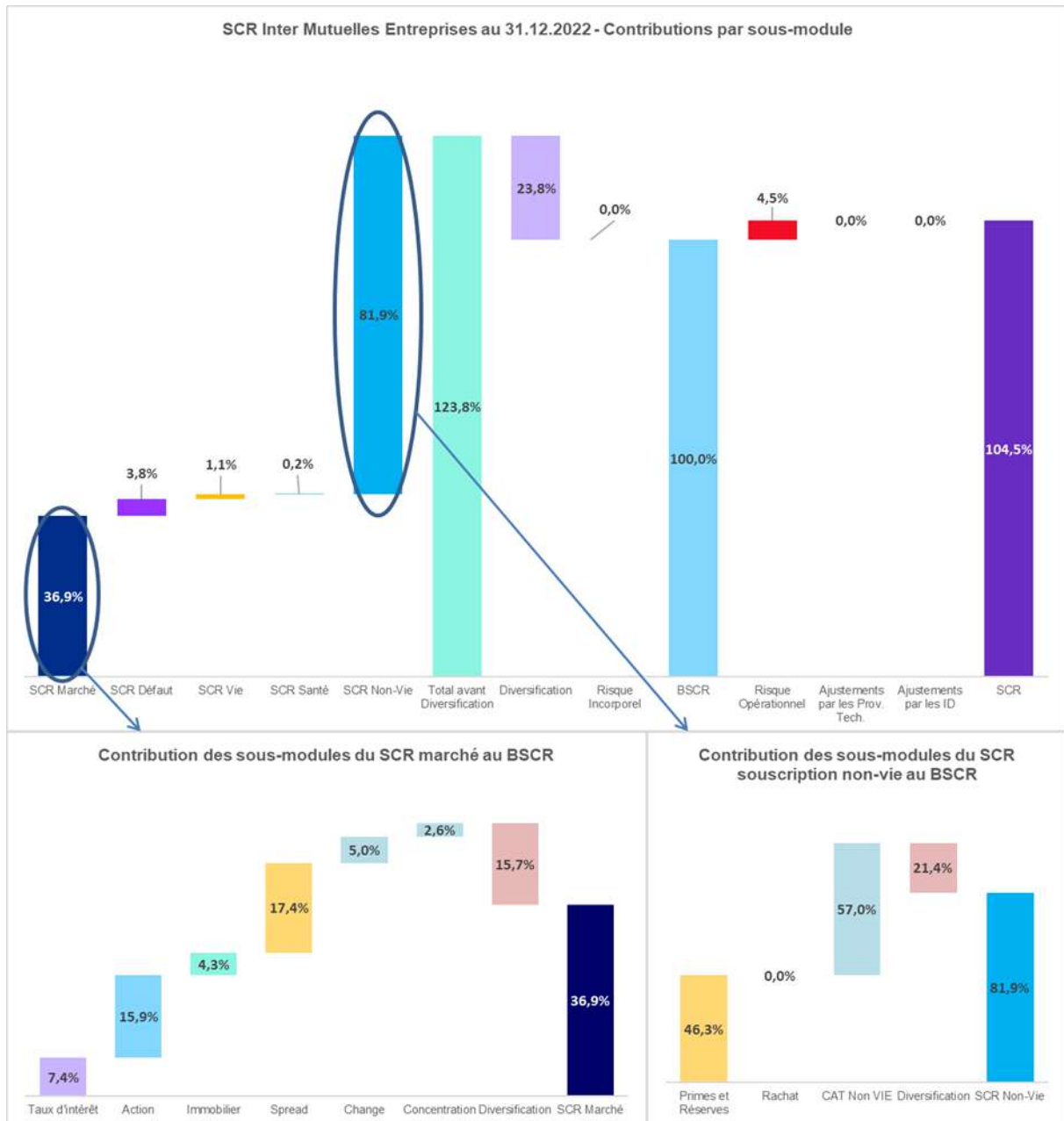
B9 - AUTRES INFORMATIONS

Il n'existe pas d'autre information importante relative au système de gouvernance.

PARTIE C - PROFIL DE RISQUE

Les risques auxquels Inter Mutuelles Entreprises est exposée sont suivis et gérés dans la limite du cadre d'appétence aux risques qui se définit comme le niveau de risque agrégé que l'entreprise accepte de prendre pour poursuivre son activité (décrite en partie A « Activités et résultats ») et son développement.

Le profil de risque d'Inter Mutuelles Entreprises, déterminé par le SCR, est ventilé de la manière suivante :



Les risques les plus importants sont :

- **Le risque de souscription**, qui représente 83,2% du total du SCR de base (BSCR), essentiellement axé sur la non-vie (81,9%). Il comprend le risque de primes et réserves et le risque catastrophe.
 - Le risque catastrophe vise le risque de perte lié aux événements extrêmes ou exceptionnels non pris en compte par la réassurance pesant sur la définition du tarif et le calcul des provisions techniques ;
 - Le risque primes et réserves traduit la volatilité inhérente à l'estimation du tarif et du provisionnement.

- **Le risque de marché**, qui représente 36,9% du total du SCR de base (BSCR). A l'intérieur de ce risque, le risque spread porte le poids le plus significatif (17,4%).

Le risque de contrepartie est mineur (3,8%), et provient majoritairement des créances sur les réassureurs.

Enfin, **la diversification entre les modules de risques** représente 23,8% du SCR de base (BSCR).

C1- RISQUE DE SOUSCRIPTION

EXPOSITION AU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Le risque de souscription correspond au risque de perte ou de changement défavorable de la valeur des engagements d'assurance, en raison d'hypothèses inadéquates en matière de tarification et de provisionnement.

Il s'agit, majoritairement, d'un risque de souscription « Non-Vie » et plus accessoirement des risques « Santé » et « Vie », en raison notamment de la présence de garanties couvrant les dommages corporels dans les offres proposées par Inter Mutuelles Entreprises.

DEMARCHE DE DURABILITE

IME s'attache à piloter son risque de souscription grâce à une analyse détaillée de la marge technique par segment d'activité, par type de bien, par zone géographique. Les budgets, les prévisionnels et les backtestings réalisés permettent d'anticiper les risques, notamment le risque climatique, et d'optimiser la marge future par rapport aux objectifs fixés avec la Direction de la SGAM Matmut et le Conseil de surveillance de la société.

COMPOSITION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Le risque de souscription est segmenté en 3 sous-modules (activités non-vie, santé et vie).

► Risque de souscription Non-Vie

Ce risque couvre la quasi-totalité du risque de souscription, des engagements assurantiels du fait de l'orientation de son activité principalement sur les lignes d'activité (LoB) Responsabilité Civile et Dommages aux biens.

Il représente la quasi-totalité (99%) du total de ces 3 sous modules de risques.

Ce risque de souscription non-vie comporte à la fois un risque de primes et de réserves ainsi qu'un risque catastrophe. Ce risque catastrophe est net de la réassurance souscrite.

► Le risque de souscription Santé

Ce risque correspond aux engagements au titre des garanties de dommages corporels incluses dans les contrats IARD et les garanties des contrats en assurance de personnes (Accidents de la Vie).

Pour Inter Mutuelles Entreprises, le risque de souscription santé est négligeable.

► Le risque de souscription Vie

Ce risque correspond aux rentes en service issues des contrats Non Vie (Indemnisation des dommages de Responsabilité Civile Corporels).

Il représente environ 1 % du total des 3 sous-modules de risques.

CONCENTRATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Compte tenu de la diversification du portefeuille (risques de masse sans particularités en termes de garanties), il n'est pas détecté de concentration importante.

Par ailleurs, la stratégie d'entreprise n'apparaît pas de nature à remettre en cause cette diversification.

REDUCTION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Les risques de souscription non vie sont couverts par des traités de réassurance qui portent sur les survenances sinistres les plus volatiles comme les aléas climatiques y compris catastrophes naturelles, les incendies graves ou les risques de responsabilité civile.

Ainsi, Inter Mutuelles Entreprises dispose d'un programme de réassurance permettant de couvrir notamment les risques pouvant présenter des effets de cumul de survenance annuelle (notamment les risques climatiques, les risques de tempête et autres manifestations des forces de la nature ainsi que les risques de catastrophes naturelles) et / ou d'intensité (spécialement la responsabilité civile ainsi que les risques incendie).

La maîtrise des risques sur le portefeuille Non Vie s'appuie également sur l'application des règles de sélection a priori et a posteriori sur une analyse des évolutions des profils de risques du portefeuille, sur l'analyse de la sinistralité constatée (fréquence et intensité) et sur la projection des évolutions probables de cette sinistralité (incluant l'environnement juridique, réglementaire ou de marché ainsi que les évolutions de produits).

SENSIBILITE DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Inter Mutuelles Entreprises réalise chaque année, dans le cadre de l'ORSA, plusieurs scénarios de stress permettant de mesurer sa capacité de résistance à des chocs tant sur ses activités d'assurance que sur la gestion de ses actifs.

Le scénario de stress « technique » (changement climatique) intègre des chocs de période de retour élevées. Malgré ces chocs, le ratio de solvabilité reste à un niveau supérieur au seuil réglementaire de 100%.

DEPENDANCE ENTRE LES RISQUES

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base de la formule standard, en prenant en compte les matrices de corrélation. Des tests réalisés sur la base de la situation au 31 décembre 2022 permettent d'établir que le ratio de solvabilité s'élevant à 123% serait porté à 162% dans une hypothèse assez probable de non corrélation et à 55% dans une hypothèse très improbable de corrélation totale.

Ces résultats montrent une forte volatilité de la formule liée aux corrélations. Toutefois, même dans le cas d'une hypothèse non réaliste de corrélation totale des risques, le MCR reste couvert.

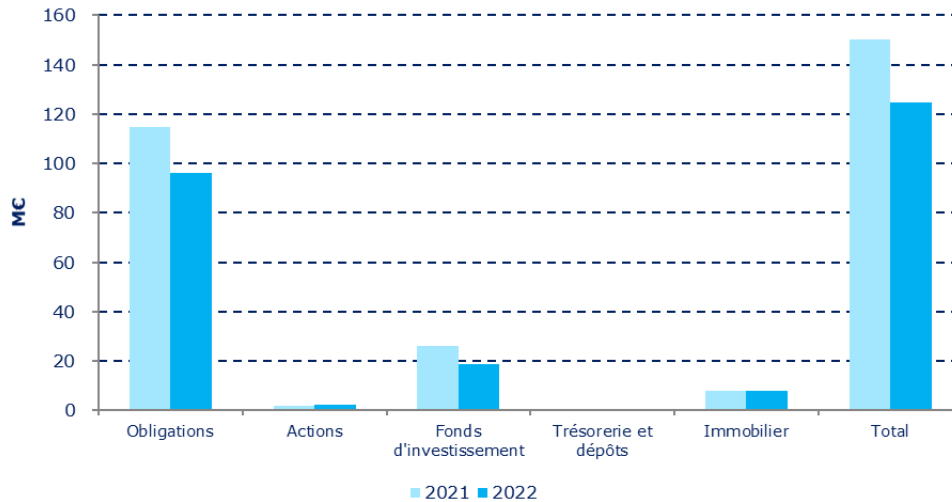
C2 – RISQUE DE MARCHE

Le risque de marché est défini par la réglementation comme le risque de perte, ou de changement défavorable de la situation financière résultant, directement ou indirectement, de fluctuations affectant le niveau et la volatilité de la valeur de marché des placements (actions, obligations, immobilier, monétaire), des passifs et des instruments financiers.

EXPOSITION AU RISQUE DE MARCHE

Le total des actifs, en valeur de marché, représente 125 millions d'euros contre 150 millions d'euros en 2021. La structure de risque du portefeuille d'investissement, ainsi que son évolution sur 2022, sont représentées ci-dessous :

Evolution de l'allocation d'actifs



La composition du portefeuille d'investissement par classe est présentée dans le tableau en annexe S.02.01.02 « Bilan prudentiel ». Ces éléments donnent la mesure des expositions au risque de marché.

Le portefeuille d'actifs d'Inter Mutuelles Entreprises reflète une volonté de diversification des sources de revenus et des risques. La poche d'obligations représente une part importante de l'allocation du portefeuille et est en baisse par rapport à 2021. Elle est principalement composée d'obligations privées et souveraines détenues en directes (avec également une part de fonds de diversifications obligataires). Le rating moyen du portefeuille est de A pour une maturité moyenne de 10 ans.

✓ ESG

La prise en compte par Inter Mutuelles Entreprises des critères ESG s'inscrit dans une démarche d'intégration des principes du Développement Durable dans la gestion de nos placements qui répond à un double objectif : le respect de notre obligation d'agir au mieux des intérêts de nos sociétaires et le respect des valeurs mutualistes. La réponse apportée à ce double enjeu se fait au travers de l'amélioration de la qualité du portefeuille d'actifs, au regard des trois critères cités précédemment, tout en conservant sa performance sur le long-terme.

Inter Mutuelles Entreprises fait de l'investissement financier en faveur du développement durable, de la biodiversité, de la dépollution... et de l'exclusion charbon, une priorité. Dans notre politique d'investissement, sont donc exclus les titres appartenant à des secteurs dont nous considérons l'activité et les produits comme contraires aux valeurs de la mutuelle. Ainsi, Inter Mutuelles Entreprises a décidé, sur l'ensemble de l'année 2022, de suivre les politiques d'exclusion mises en place par notre partenaire OFI Invest : application dans les portefeuilles des listes d'exclusion Charbon, Tabac, Hydrocarbures controversés, Armes non conventionnelles, Huile de Palme, interdiction des investissements dans les entreprises ne respectant pas le Pacte mondial des Nations Unies et dans les pays soumis à des sanctions internationales sous l'égide des Nations Unies.

Il est néanmoins possible pour Inter Mutuelles Entreprises de faire des exceptions à ces listes pour des entreprises qui démontrent un engagement fort pour la transition énergétique. Cet engagement est notamment analysé en croisant le niveau des émissions de gaz à effet de serre avec la contribution à la transition énergétique. Ainsi, des émetteurs ayant des émissions de dioxyde de carbone élevées mais qui prennent en compte la transition énergétique et écologique dans le développement de leurs activités actuelles avec par exemple, le développement de technologies « vertes », apparaissent comme des opportunités au sein de leur secteur d'activité. Cette démarche s'inscrit dans la volonté d'Inter Mutuelles Entreprises d'accroître la place donnée à la part verte dans le portefeuille, en investissant par exemple dans des émissions de greenbonds.

COMPOSITION DU RISQUE DE MARCHÉ

Du point de vue coût en capital réglementaire, l'allocation actuelle représente un SCR de marché de 17 millions d'euros et se décompose de la façon suivante :



inter mutuelles entreprises

SCR Marché 2022 en M€		
Risque de marché après diversification	17	100%
Risque Taux d'intérêt	3	20%
Risque Action	7	43%
Risque Immobilier	2	12%
Risque de Spread	8	47%
Risque de Concentration	1	7%
Risque de change	2	13%
Diversification	-7	-42%

SENSIBILITE AU RISQUE DE MARCHÉ

Afin de tester la sensibilité aux risques de marché, différentes études sont menées. Les impacts de sensibilité aux taux et aux actions en termes de solvabilité sont évalués dans le cadre des travaux pour Inter Mutuelles Entreprises comme toute entité de Sgam Matmut.

Ces scénarios de stress permettent de s'assurer de la capacité d'Inter Mutuelles Entreprises à servir ses engagements malgré des scénarios adverses.

C3 – RISQUE DE CREDIT

Ce risque correspond à la mesure de l'impact sur les fonds propres de changements défavorables de la situation financière, résultant de fluctuations affectant la qualité de crédit d'émetteurs de valeurs mobilières, de contreparties ou de tout débiteur, auxquels Inter Mutuelles entreprises est exposé sous forme de risque de contrepartie, de risque lié à la marge ou de concentration du risque de marché.

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT

Inter Mutuelles Entreprises est soumise au risque de crédit pour les 2 types d'expositions prévues par la réglementation. Elle est plus particulièrement exposée au titre des expositions de type 1 du fait des contrats de réassurance souscrits pour la couverture de ces différents engagements et des avoirs en banque.

CONCENTRATION DES RISQUES DE CRÉDIT

Au niveau de la réassurance, compte tenu de la diversification du portefeuille de réassureurs d'Inter Mutuelles Entreprises, il n'est pas détecté de concentration importante sur les contreparties individuelles.

La diversification des réassureurs est formalisée via une limite d'engagement fixée à 20% de chaque programme, sauf cas particuliers.

Par ailleurs, la stratégie d'entreprise n'apparaît pas de nature à remettre en cause cette diversification.

RÉDUCTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Au-delà de la limite d'engagement par réassureur évoquée ci-dessus, Inter Mutuelles Entreprises s'est dotée de règles internes visant à atténuer le risque de contrepartie.

SENSIBILITE AU RISQUE DE CRÉDIT

Compte tenu du poids du SCR de contrepartie dans le SCR global, le risque de contrepartie ne fait actuellement pas l'objet de tests de résistance spécifiques.

DEPENDANCE ENTRE LES RISQUES

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base de la formule standard en prenant en compte des matrices de corrélation.



inter mutuelles entreprises

C4 – RISQUE DE LIQUIDITE

L'exposition au risque de liquidité d'Inter Mutuelles Entreprises se caractérise par un niveau minimal de liquidité des actifs à différentes échéances (inférieures à 1 mois notamment) calibré de façon à pouvoir faire face à un besoin anormal de liquidité en lien, par exemple, avec la survenance d'événements climatiques de type Lothar & Martin ou des gaps de trésorerie liés au non-paiement des primes.

Le besoin de liquidité est une dimension également prise en compte lors de la détermination de l'allocation d'actifs et est évidemment lié à la durée du passif. Plus précisément, il est apprécié en considérant les flux de trésorerie prospectifs et notamment ceux liés au passif (sinistralité, encaissement des primes, taxes, etc.) et en tenant particulièrement compte de l'incertitude associée : plus elle sera grande et plus le besoin de liquidité le sera. Ainsi, l'allocation d'actifs retenue intègre cette contrainte de liquidité et son niveau d'illiquidité est suivi dans le cadre du suivi et pilotage du risque mensuel.

BENEFICES ATTENDUS SUR LES PRIMES FUTURES

Actuellement, Inter Mutuelles Entreprises détermine les bénéfices attendus inclus dans les primes futures par produit d'assurance, puis les réaffecte par ligne d'activité (LoB).

Au titre de l'exercice 2022, les bénéfices attendus sur les primes futures sont nuls.

C5 – RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel se définit comme le risque de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance de procédures, personnes, systèmes internes ou résultant d'événements extérieurs.

Il trouve son origine sur des problématiques liées aux :

- processus : processus inadaptés, inadéquation de ressources, non-conformité réglementaire
- hommes : erreur de saisie, omission, retards, inadéquation des compétences, malveillances, fraudes
- système d'information : indisponibilité, détérioration des données, confidentialité, intrusion...

Les risques opérationnels incluent les risques de non-conformité définis comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière ou d'atteinte à la réputation suite au non-respect des dispositions réglementaires.

EXPOSITION AU RISQUE OPERATIONNEL

Il trouve son origine sur des problématiques liées aux :

- processus : processus inadaptés, inadéquation de ressources, non-conformité réglementaire ;
- hommes : erreur de saisie, omission, retards, inadéquation des compétences, malveillances, fraudes ;
- système d'information : indisponibilité, détérioration des données, confidentialité, intrusion...

Les risques opérationnels incluent les risques de non-conformité définis comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière ou d'atteinte à la réputation suite au non-respect des dispositions réglementaires.

COMPOSITION AU RISQUE OPERATIONNEL

Mesuré par la formule standard, le risque opérationnel d'Inter Mutuelles Entreprises, représente 4,3% du SCR (ou 4,5 % du BSCR ou 4% du SCR hors diversification interne et absorption des impôts différés).

RISQUES CYBER

Un cyber risque se définit comme toute atteinte au bon fonctionnement des systèmes d'information (basé sur les principes de disponibilité, d'intégrité, de confidentialité, de sécurité, de traçabilité, de non répudiation).

Ce risque vise en particulier les cyber-attaques d'ampleur, avec des conséquences économiques significatives, la fragilisation de la protection des données personnelles, le risque de fraude aux données et enfin le risque de rançon.

Il prend la forme de dégradations / altérations du SI, telles que :

- Perte de données,
- Fuite ou perte de données/ divulgation de la donnée
- Dégradation de la donnée
- Compromission du SI (=perte de confiance)
- Défaut de conformité
- Perte de souveraineté / trop forte dépendance à une solution externalisée

RISQUES DE NON QUALITE DES DONNEES

Les données sont au cœur de l'activité d'assurance et représentent de ce fait un actif central et un point d'attention pour l'entreprise. Dès lors, le risque de non maîtrise de la qualité des données et celui lié à l'incapacité d'exploiter ces données représentent un enjeu primordial pour les besoins de maîtrise de l'activité courante et du pilotage.

Le Groupe a mis en place une politique de qualité des données qui définit la gouvernance et les processus associés au contrôle des données. En particulier, il met en œuvre un ensemble de processus transverses d'identification, de documentation, d'évaluation et de contrôle des données visant à garantir la qualité des calculs des provisions techniques.

RISQUES D'INTERRUPTION D'ACTIVITE

Les risques de sécurité considèrent également les ruptures importantes ou durables de l'activité (incendie, pandémie, panne informatique...) qui peuvent avoir un impact important sur les collaborateurs, les biens, les clients ou la réputation du Groupe.

Le dispositif de gestion des situations susceptibles de compromettre la continuité d'activité est formalisée dans la politique de continuité d'activité.

Elle vise les situations d'indisponibilité des SI, des Locaux, des Ressources Humaines et la défaillance d'un sous-traitant avec notamment l'élaboration d'un plan de continuité d'activité, d'un plan de secours informatique et d'une procédure de gestion de crise.

RISQUES LIES A LA SOUS-TRAITANCE

Le Groupe a déployé une politique de sous-traitance qui définit le processus d'identification et de contrôle des sous-traitants.

Les activités confiées à des tiers font l'objet d'un suivi particulier. Les moyens prévus pour pallier le risque de défaillance ou l'indisponibilité d'un sous-traitant sont formalisés dans les contrats. La Sgam assure un contrôle des activités sous-traitées via un dispositif qui s'appuie sur une cartographie des risques inhérents aux activités importantes et critiques déléguées. Il permet notamment de mettre régulièrement à jour la connaissance de l'organisation, des moyens techniques, humains, financiers et de contrôle des sous-traitants, d'évaluer le niveau de maîtrise des risques et d'en préconiser le renforcement le cas échéant.

RISQUES DE NON-CONFORMITE A LA REGLEMENTATION

Le risque de non-conformité se définit comme le risque auquel le Groupe est exposée en cas de manquement à des dispositions normatives pouvant entraîner une sanction judiciaire ou administrative, une perte financière significative ou porter atteinte à sa réputation.

Les nombreuses évolutions réglementaires demandent un ajustement permanent des processus afin d'être en conformité avec la réglementation. Ces évolutions et / ou ajustements peuvent demander des investissements importants.

La mise en œuvre du dispositif de vérification de la conformité porte en priorité pour le Groupe sur 5 thématiques : Gouvernance – éthique et déontologie - Données à caractère personnelles – Sécurité financière et Protection de la clientèle (cf. infra § B.4).

REDUCTION DU RISQUE OPERATIONNEL

Pour maîtriser ses risques opérationnels, Inter Mutuelles Entreprises s'appuie notamment sur des dispositifs du groupe tels que :



inter mutuelles entreprises

- la mise en place et l'application de politiques (présentées ci-dessus) : politique de contrôle interne, de sécurité de l'information et autres politiques spécifiques à certains risques opérationnels, notamment aux risques exposés ci-dessus
- la mise en œuvre d'outils de suivis des risques (via des cartographies de risques, la réalisation de contrôles réguliers, la collecte et le traitement des incidents, la définition et le suivi d'avancement de plans d'action),
- l'existence d'un plan de continuité d'activité, d'un plan de secours informatique et d'une procédure de gestion de crise,
- la souscription de polices d'assurance de nature à réduire l'impact financier en cas de survenance des risques (cyber notamment).

C6 – AUTRES RISQUES IMPORTANTS

L'identification de ces risques s'appuie sur la cartographie des risques majeurs du groupe.

Face à ces risques stratégiques n'entrant pas directement dans le calcul de SCR, le Groupe met en place des mesures d'atténuation tenant à la réalisation de veille, de mise en œuvre de processus de pilotage économique et de gestion des risques.

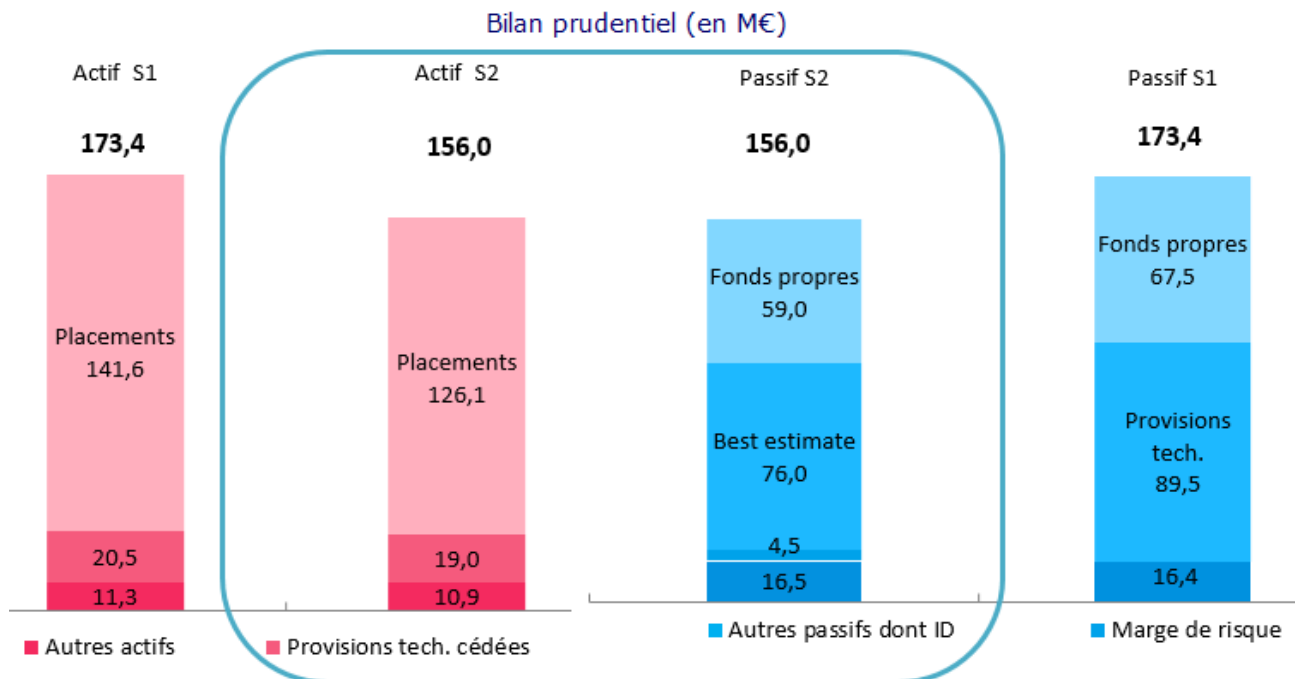
C7 – AUTRES INFORMATIONS

Il n'existe pas d'autre information importante concernant le profil de risque.

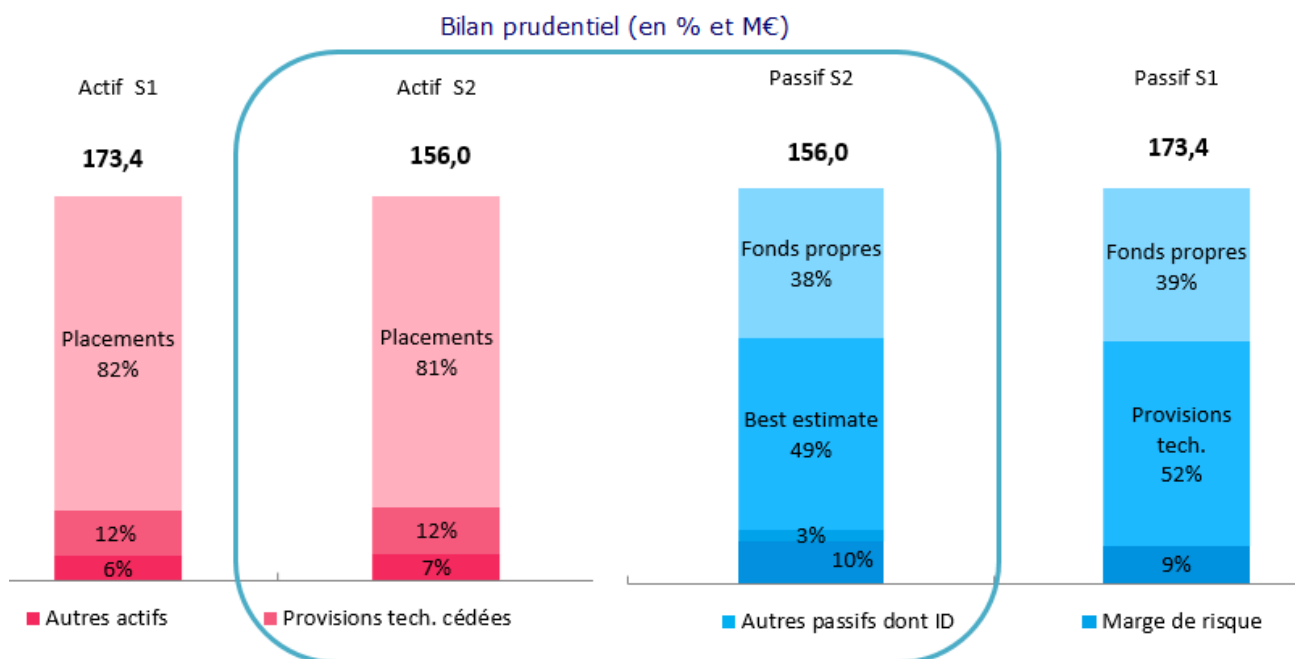
PARTIE D - VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Le bilan prudentiel 2022 se compose :

- A l'actif de 81% de placements (hors immobilier d'exploitation), de 12 % de provisions techniques cédées et d'actifs divers pour 7 %.
- Au passif de 38% de provisions techniques en Best Estimate, 49% de fonds propres, 3% de marge de risque et 10% d'autres passifs.



Les placements s'entendent hors immobilier d'exploitation.



Montants en K€	Normes prudentielles	Normes comptables	Ecart
Investissements représentant les provisions des contrats en euros	125 936	141 499	-15 562
Immobilier autre que celui détenu pour usage propre	7 871	7 178	693
Participations	2 204	1 302	902
Actions			0
Obligations	97 015	113 725	-16 710
Fonds d'investissement	18 844	19 291	-447
Dérivés			0
Autres	2	2	0
Investissements représentant les provisions des contrats en UC	0	0	0
Immobilisations corporelles pour usage propre		29	-29
Provisions techniques cédées	18 960	20 528	-1 568
Prêts	130	130	0
Impôts différés actif			0
Autres actifs	10 947	11 240	-293
Ecart d'acquisition			0
Actifs incorporels		117	-117
Dépôts auprès des cédantes			0
Créances nées d'opérations d'assurance	1 937	1 937	0
Créances nées d'opérations de réassurance	5 703	5 703	0
Frais d'acquisition reportés		176	-176
Autres créances	3 005	3 005	0
Trésorerie	303	303	0
Autres			0
Total actif	155 973	173 425	-17 453
Provisions techniques (meilleure estimation)	75 936	89 513	-13 578
Marge de risque	4 549		4 549
Impôts différés passif			0
Dettes subordonnées			0
Engagements sociaux	259	195	64
Autres provisions	120	120	0
Autres dettes	16 069	16 069	0
Dettes financières	1 588	1 588	0
Autres	14 481	14 481	0
Total passif	96 933	105 897	-8 965
Excédent de l'actif sur le passif	59 040	67 528	-8 488

D1- ACTIFS

ACTIFS FINANCIERS ET IMMOBILIERS

Le périmètre couvert est celui des actifs financiers et immobiliers, y compris ceux remis en garantie ou en nantissement.

DESCRIPTION DES BASES DE DONNEES

Les données nécessaires à l'évaluation à des fins de solvabilité sont principalement extraites du logiciel comptable Chorus (Linedata) qui comptabilise les stocks et flux des actifs financiers d'IME, qu'ils soient gérés en direct ou en gestion déléguée sous mandat (OFI Invest pour 75% des encours du Groupe Matmut). Chorus est donc également utilisé par OFI Invest pour le traitement comptable de l'ensemble de ses mandats gérés. Cette centralisation donne lieu à des vérifications supplémentaires par OFI Invest lors de la création et au fil de la vie des titres car ces données sont utilisées ensuite par tous les autres mandats (cohérence entre portefeuilles).

Les données disponibles dans Chorus sont complétées par des données issues de logiciels d'information tels que Bloomberg ou Fininfo et/ou de notices juridiques (emprunts privés). Afin de pouvoir centraliser l'ensemble de ces données, un infocentre dédié aux actifs a été développé sous SQL. Il est alimenté mensuellement et automatiquement par des flux de données exhaustifs en provenance de Chorus, de Bloomberg, et également alimenté des données propres à l'immobilier.

METHODOLOGIES ET HYPOTHESES DE VALORISATION

Actions

Les actions cotées sont valorisées dans le logiciel comptable chaque fin de mois en valeur de marché (dernier cours coté sur leur place de référence).

Les actions non-cotées sont valorisées une fois par an à partir de leurs comptes annuels sur la base de leurs Fonds Propres nets. Elles peuvent être revalorisées lorsqu'un évènement récent permet de préciser une valeur plus économique : valorisation attestée par le commissaire aux comptes de la société ou cession réelle d'une partie du capital ayant eu lieu et permettant d'exprimer un prix de marché ou valorisation sur la base des fonds propres prudentiels (s'agissant de compagnies soumises à la réglementation Solvabilité 2). Une valorisation en normes prudentielles est effectuée lorsque cela est possible (selon matérialité).

Les OPCVM sont valorisés selon leur valeur liquidative officielle.

Obligations

Les obligations cotées sont valorisées dans le logiciel comptable chaque fin de mois en valeur de marché.

Les obligations non cotées ainsi que les prêts représentent des créances sur des sociétés liées au Groupe ou à l'économie sociale.

Les emprunts structurés, peu liquides, sont valorisés en marked-to-model chaque fin de mois par les contreparties. Une contre-valorisation de ces titres par une société indépendante est également effectuée mensuellement ; les écarts significatifs sont analysés.

Immeubles

Les immeubles sont valorisés sur la base de rapports d'expertise détaillés et réalisés par roulement tous les cinq ans par des experts immobiliers ayant la connaissance du marché local et, entre deux, par des certifications de ces mêmes experts qui font évoluer ou non la valorisation de ces immeubles en fonction notamment des travaux effectués et du comportement du marché local.

Les immeubles en cours sont valorisés au prix décaissé au jour de l'inventaire.

En ce qui concerne les SCI, un calcul de valorisation est effectué sur la base de la valeur d'expertise des immeubles détenus + (capitaux propres - valeur nette comptable des immeubles).

ANALYSE D'ECART ENTRE LES EVALUATIONS NORMES FRANÇAISES ET NORMES PRUDENTIELLES

En normes comptables françaises, les actifs sont, à l'acquisition, enregistrés à leurs coûts historiques. Par la suite, la valeur nette comptable reflète le coût historique corrigé, le cas échéant, des amortissements et des éventuelles provisions pour dépréciation durable. La valeur prudentielle est obtenue sur la base des méthodologies décrites précédemment.

Montants en K€	Normes prudentielles	Normes comptables	Ecart
Investissements représentant les provisions des contrats en euros	125 936	141 499	-15 562
Immobilier autre que celui détenu pour usage propre	7 871	7 178	693
Participations	2 204	1 302	902
Actions			0
Obligations	97 015	113 725	-16 710
Fonds d'investissement	18 844	19 291	-447
Dérivés			0
Autres	2	2	0

AUTRES ACTIFS

METHODOLOGIES ET HYPOTHESES DE VALORISATION

Les écarts d'acquisition (ou goodwill) et les frais d'acquisition reportés sont sans valeur en normes prudentielles. Les actifs incorporels sont valorisés à zéro, à l'exception des droits au bail pour lesquels il est retenu la valeur d'expertise.

La valeur retenue pour les actifs corporels d'exploitation est une valeur de revente estimée à leur coût d'acquisition net des amortissements pratiqués. Ceci, à l'exception des agencements et installations, ainsi que des matériels et mobilier de bureau, dont la valeur de revente est considérée comme nulle.

N'étant pas matériels, les autres postes, dont le dénouement est inférieur à 6 mois, ne font pas l'objet d'une actualisation.

IMPOTS DIFFERES ACTIFS

Les impôts différés nets présentent une créance vis-à-vis de l'Etat.

IME, par prudence, n'a pas constaté cette créance à l'actif de son bilan (cf. partie E1). L'impôt différé net est donc nul au bilan au 31 décembre 2022.

D2 – PROVISIONS TECHNIQUES

Les provisions techniques représentent des réserves constituées par Inter Mutuelles Entreprises pour faire face à ses engagements d'assurance, pris envers ses assurés en vertu des garanties souscrites.

Les provisions techniques sont inscrites au bilan en normes prudentielles à leur valeur économique qui correspond à une valeur de transfert.

Leur montant est égal à la somme de la meilleure estimation des engagements et d'une marge de risque.

Elles doivent répondre au principe imposé par le législateur qui est celui des engagements réglementés et doivent à tout instant être représentées par des actifs équivalents.

Le tableau S.02.01.02 figurant en annexe du présent rapport présente la valeur des provisions techniques.

PROVISIONS TECHNIQUES PAR LIGNE D'ACTIVITE

Le tableau ci-dessous présente les provisions techniques, en normes françaises et prudentielles, par activité :

Montants en K€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Normes prudentielles	Normes comptables	Normes prudentielles	Normes comptables
Assurance de frais médicaux	Provisions techniques	4		0	0
	Meilleure estimation	3			
	Marge de risque	1			
Assurance de protection du revenu	Provisions techniques	62	44	0	0
	Meilleure estimation	55			
	Marge de risque	7			
Assurance incendie et autres dommages aux biens	Provisions techniques	49 101	53 379	13 049	13 510
	Meilleure estimation	45 802			
	Marge de risque	3 299			
Assurance de responsabilité civile générale	Provisions techniques	23 010	25 166	5 911	7 018
	Meilleure estimation	21 821			
	Marge de risque	1 189			
Assurance d'assistance	Provisions techniques	2	1	0	0
	Meilleure estimation	0			
	Marge de risque	1			
Autres assurances / réassurance	Provisions techniques	8 307	10 922	0	0
	Meilleure estimation	8 255			
	Marge de risque	52			
TOTAL	Provisions techniques	80 485	89 513	18 960	20 528
	Meilleure estimation	75 936			
	Marge de risque	4 549			

En normes prudentielles, les provisions techniques brutes, marge de risque comprise, s'élèvent à 80,5 millions d'euros (contre 89,5 millions d'euros en normes françaises). Les provisions cédées en réassurance sont de 19 millions d'euros (contre 21 millions d'euros en normes françaises) ; soit un taux de cession global de 23,6% (22,9% en normes françaises).

BASES, METHODES ET PRINCIPALES HYPOTHESES

Les provisions techniques regroupent :

- Le best estimate de primes,
- Le best estimate de sinistres,
- La marge de risque.

Pour prendre en compte la réassurance, les best estimates de primes et sinistres donnent lieu à la détermination des créances qui correspondent aux montants recouvrables auprès des réassureurs. Conformément aux spécifications techniques, les créances de réassurance « best estimate » sont ajustées du risque de contrepartie.

SEGMENTATION

Les calculs sont réalisés selon une segmentation par groupe homogène de risque, qui permet un niveau de détail suffisant et satisfaisant pour l'établissement des comptes tant en normes françaises qu'en normes prudentielles.

BEST ESTIMATE

Pour les activités « Non Vie » (IARD et Santé), les provisions best estimate sont déterminées en distinguant :

- Le best estimate de primes : celui-ci est calculé au titre des engagements futurs pris par l'entreprise et pour lesquels aucune action pour modifier l'engagement n'est envisageable (révision des cotisations, résiliation)
- Le best estimate de sinistres : cette provision prend en compte tous les sinistres qui se sont produits (déclarés ou non encore déclarés) et non encore réglés ou seulement partiellement réglés.

Pour ces deux évaluations, après détermination des différents flux constitutifs de ces provisions (cotisations, prestations, recours, frais...), à l'aide de méthodologies actuarielles standards, l'actualisation est effectuée avec la courbe des taux retenue – au 31 décembre 2022 - fournie par l'EIOPA, sans ajustement.

MARGE DE RISQUE

Le calcul de la marge de risque repose sur la méthode du « Cost of Capital » : elle est égale à 6% (coût du capital) de la somme des SCR futurs actualisés. La méthode utilisée par Inter Mutuelles Entreprises consiste à projeter individuellement les sous modules de SCR, hors marché, sous l'hypothèse que l'activité devienne un run-off, puis de les agréger pour en déduire un SCR de référence.

NIVEAU D'INCERTITUDE LIE A LA VALEUR DES PROVISIONS TECHNIQUES

Il porte principalement sur l'évolution de l'inflation et des taux d'intérêt, mais également la réglementation et la jurisprudence en matière d'indemnisation.

MONTANTS RECOUVRABLES AU TITRE DES CONTRATS DE REASSURANCE

En ce qui concerne la meilleure estimation des créances de réassurance, les estimations relatives aux provisions pour primes et celles relatives aux provisions pour sinistres à payer sont réalisées séparément.

Les créances de réassurance figurant à l'actif du bilan font l'objet d'un calcul best estimate par ligne d'activité et par survénance ; il est également tenu compte d'une ventilation par réassureur afin de prendre en compte les pertes probables du fait d'un risque de défaut de la contrepartie.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Inter Mutuelles Entreprises n'a recours à aucune des mesures, prévues par la réglementation, améliorant sa solvabilité :

- ni transitoires (sur les provisions techniques, sur les taux et sur les chocs actions),
- ni permanentes (correction pour volatilité, paramètres spécifiques propres – USP – appliqués à son profil de risque, ...) auxquelles elle est éligible.



inter mutuelles entreprises

D3 – AUTRES PASSIFS

METHODOLOGIE ET HYPOTHESE DE LA VALORISATION

Les méthodologies et hypothèses de valorisation appliquées à Inter Mutuelles Entreprises sont celles appliquées au niveau de Sgam Matmut. De même que le taux d'imposition retenu pour le calcul de l'impôt différé, fixé à 25,83 % pour 2022 (taux de droit commun applicable en 2022 auquel s'ajoute la contribution additionnelle), sauf régimes particuliers (ex : régime des plus ou moins-values long terme).

IMPOTS DIFFERES PASSIFS

(cf. partie E1).

ANALYSE D'ECART ENTRE LES EVALUATIONS EN NORMES FRANÇAISES ET NORMES PRUDENTIELLES

L'écart constaté sur la valorisation des provisions de retraite s'explique par le fait que les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés dans les comptes statutaires mais mentionnés en annexe.

D4 – METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

Aucune méthode de valorisation alternative n'est utilisée.

D5 – AUTRES INFORMATIONS

Il n'existe pas d'autre information importante concernant la valorisation des actifs et des passifs à des fins de solvabilité.



PARTIE E - GESTION DU CAPITAL

E1- FONDS PROPRES

Les principes, objectifs et procédures de gestion des fonds propres sont définis par la politique de gestion du capital du Groupe, faisant l'objet d'un réexamen au moins une fois par an et approuvée par le conseil de surveillance.

Inter Mutuelles Entreprises gère ses fonds propres de manière à pouvoir disposer à tout moment de fonds propres suffisants (quantitativement et qualitativement) afin de respecter un seuil, traduit par un niveau de capital économique interne minimum : le capital limite.

Les fonds propres économiques d'Inter Mutuelles Entreprises :

Montants en K€	2022	2021	Variation 2022 2021	
Fonds propres	67 528	73 633	-6 105	-8,3%
Capital en actions ordinaires	22 763	22 763	0	0,0%
Capital en primes d'émission lié au capital en actions ordinaires			0	0,0%
Fonds initial			0	0,0%
Réserves et résultat	44 765	50 870	-6 105	-12,0%
Dettes subordonnées			0	0,0%
Intérêts minoritaires			0	0,0%
Autres			0	0,0%
Ecarts d'évaluation entre comptes normes françaises et Solvabilité 2	-8 488	13 185	-21 673	-164,4%
Evaluation en valeur de marché des placements	-15 591	9 861	-25 453	-258,1%
Annulation des FAR	-176	-164	-12	7,3%
Revalorisation des PT y compris MR	9 028	4 588	4 441	96,8%
Revalorisation des Créances de réassurance	-1 568	922	-2 490	-270,1%
Réévaluation autres actifs	-117	-124	7	-5,5%
Réévaluation autres passifs	-64	-1 254	1 190	-94,9%
Impôts différés		-644	644	-100,0%
Ecart d'évaluation des dettes subordonnées			0	0,0%
Autres	0	-3 551	3 551	-100,0%
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2	0	0	0	0,0%
Fonds propres Solvabilité 2	59 040	83 268	-24 228	-29,1%

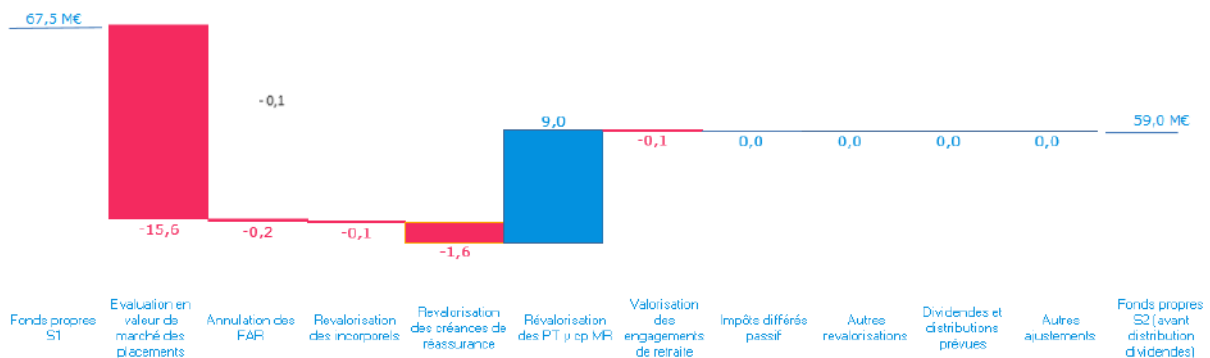
La structure des fonds propres par niveau est présentée dans le tableau qui suit. Aucun changement notable n'est intervenu dans cette structure (tant qualitativement que quantitativement) depuis la précédente période de référence.

A noter qu'aucune mesure transitoire visée à l'article 308 ter, paragraphes 9 et 10 de la directive 2009/138/CE n'est utilisée.

Montants en K€	2022	2021	Variation 2022 2021	
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	80 485	70 635	9 850	13,9%
Fonds propres de base	59 040	83 268	-24 228	-29,1%
niveau 1 non restreint	59 040	83 268	-24 228	-29,1%
niveau 1 restreint			0	0,0%
niveau 2			0	0,0%
niveau 3			0	0,0%
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	59 040	83 268	-24 228	-29,1%
niveau 1 non restreint	59 040	83 268	-24 228	-29,1%
niveau 1 restreint			0	0,0%
niveau 2			0	0,0%
niveau 3			0	0,0%
MCR	12 001	10 950	1 050	9,6%
Ratio de couverture du MCR	492,0%	760,4%		-35,3%
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	59 040	83 268	-24 228	-29,1%
niveau 1 non restreint	59 040	83 268	-24 228	-29,1%
niveau 1 restreint			0	0,0%
niveau 2			0	0,0%
niveau 3			0	0,0%
SCR	48 002	43 800	4 202	9,6%
Ratio de couverture du SCR	123,0%	190,1%		-35,3%

Le ratio de solvabilité se déprécie passant à 123% contre 190,1% en 2021. Cette baisse résulte d'une augmentation du SCR (+ 4,2 millions d'euros) et d'une baisse des fonds propres éligibles (- 24,2 millions d'euros).

Le passage du bilan en normes françaises au bilan en normes prudentielles s'effectue comme suit :



IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés correspondent aux montants recouvrables (actifs) et payables (passifs) au cours des périodes futures, au titre des différences temporelles déductibles ou imposables ainsi que du report en avant des pertes fiscales et des crédits d'impôt non utilisés.

En normes françaises, les impôts différés sont calculés sur les différences liées aux décalages temporels entre la base fiscale et la base comptable.

En normes Solvabilité II, les décalages temporels entre la base fiscale et la base prudentielle constituent l'assiette des calculs d'impôts différés dont les principales sources sont la revalorisation des provisions techniques et des investissements (hors actifs en représentation de contrats en unités de compte) lors du passage du bilan statutaire au bilan prudentiel.

Dans chacun des cas, les calculs sont réalisés selon les règles et les taux d'imposition en vigueur au moment de l'arrêté des comptes et applicables à la date de réalisation des différences futures.

- Impôts différés résultant de la différence de valorisation S1/S2 :
 - Pour chaque rubrique du bilan, la base fiscale en normes françaises est comparée à la valeur en normes Solvabilité 2 et un impôt différé est constaté sur cette différence.
 - Le taux d'imposition retenu pour 2022 est de 25.83% (taux de droit commun auquel s'ajoute une contribution additionnelle), sauf régimes particuliers (ex : régime des plus ou moins-values long terme).
 - Les impôts différés calculés sur les écarts de valorisation entre les normes françaises et les normes Solvabilité 2 sont nettés au bilan.
- Impôts différés liés aux déficits reportables, crédits d'impôts reportables, reports et sursis d'imposition, le cas échéant :
 - Les éventuels crédits sont activés à due concurrence de l'impôt différé passif figurant au bilan (par simplification, l'ensemble est netté au bilan).
 - Le taux d'imposition retenu est le taux applicable à l'exercice de dénouement estimé de la situation d'imposition différée.

Les impôts différés nets présentent une créance vis-à-vis de l'Etat. IME, par prudence, n'a pas constaté cette créance à l'actif de son bilan.

En normes comptables, aucun impôt différé n'est constaté.

E2 – CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

INFORMATIONS QUANTITATIVES SUR LE CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

Dans le cadre des trois évaluations prévues par l'ORSA, Inter Mutuelles Entreprises démontre que la formule standard est adéquate avec son portefeuille, tant pour ses activités d'assurance que pour ses actifs financiers.

Par ailleurs, il est ici rappelé qu'Inter Mutuelles Entreprises n'a recours à aucune des mesures, prévues par la réglementation, améliorant sa solvabilité :



inter mutuelles entreprises

- ni transitoires (sur les provisions techniques, sur les taux et sur les chocs actions),
- ni permanentes (correction pour volatilité, paramètres spécifiques propres – USP – appliqués à son profil de risque, ...) auxquelles elle est éligible.

Le calcul du capital de solvabilité requis est réalisé avec la formule standard. Les résultats, pour l'année 2022, sont détaillés dans le tableau ci-après :

Montants en K€	SCR 2022	SCR 2021	Variation 2022 2021	
Risque de marché	16 955	23 737	- 6 782	- 28,6%
Risque de défaut des contreparties	1 735	2 696	- 961	- 35,7%
Risque de souscription Vie	488	522	- 34	- 6,5%
Risque de souscription Santé	72	89	- 17	- 19,6%
Risque de souscription Non-Vie	37 618	28 108	9 510	33,8%
Diversification	- 10 933	- 12 602	1 669	- 13,2%
Risque sur les immobilisations incorporelles	-	-	-	-
SCR de base	45 935	42 550	3 384	8,0%
Risque opérationnel	2 068	1 894	174	9,2%
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques	-	-	-	-
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés	-	- 644	644	-100,0%
SCR	48 002	43 800	4 202	9,6%
MCR	12 001	10 950	1 050	9,6%

Inter Mutuelles Entreprises affiche un SCR de 48 millions d'euros, dont les deux principaux risques sont le risque de souscription non-vie et le risque de marché.

Le SCR augmente de 4,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021 (+9,6%). Cette évolution est en grande partie expliquée par le SCR de base (BSCR), qui augmente de 3,4 millions d'euros (+8%).

Le MCR au 31 décembre 2022 est de 12 millions d'euros, en hausse par rapport à 2021 (+9,6%). Il représente 25% du SCR.

Le MCR est calculé dans le respect de la méthode décrite dans les textes en vigueur. Le montant obtenu par ce calcul est supérieur au seuil défini par la directive Solvabilité 2 (2,2 millions d'euros) et se situe dans la fourchette de 25 % à 45 % du SCR prévue par cette même directive.

L'ajustement du SCR au titre de la capacité d'absorption des pertes par les impôts différés est nul au 31 décembre 2022.

L'approche basée sur le taux d'imposition moyen est retenue pour le calcul de l'ajustement visant à tenir compte de la capacité d'absorption de perte des impôts différés.

Cette capacité d'absorption de perte des impôts différés est justifiée intégralement par la reprise de passifs d'impôts différés. Il n'est tenu compte d'aucun report de bénéfices d'exercices antérieurs ni de probables bénéfices économiques imposables futurs.

RISQUES PREVISIBLES DE NON-RESPECT DU MCR OU SCR ET PLANS DE REMEDIATION / GESTION DU CAPITAL

Sur la période de planification, il n'y a pas pour Inter Mutuelles Entreprises de risque raisonnablement prévisible de non-respect de son SCR.

En effet, même en situation de scénarios stressés, Inter Mutuelles Entreprises n'a pas détecté d'événement susceptible de ne pas couvrir le SCR selon une probabilité réaliste.

E3 – UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

Ce paragraphe est sans objet pour Inter Mutuelles Entreprises qui n'utilise pas de modèle interne.



inter mutuelles entreprises

E4 – DIFFERENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODELE INTERNE UTILISE

Ce paragraphe est sans objet pour Inter Mutuelles Entreprises qui n'utilise pas de modèle interne.

E5 – NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

Les résultats des projections réalisées dans le cadre de l'ORSA permettent d'établir que les fonds propres économiques d'Inter Mutuelles Entreprises, sur l'horizon du plan d'affaires, y compris dans un contexte de chocs, couvrent ses exigences réglementaires de capitaux.

E6 – AUTRES INFORMATIONS

Aucune information importante ou qualifiée comme telle n'est à mentionner en complément.



inter mutuelles entreprises

ANNEXE – ETATS DE REPORTING QUANTITATIFS PUBLICS

Rapport sur la solvabilité et la situation financière Inter Mutuelles Entreprises

ANNEXE

ETATS DE REPORTING QUANTITATIFS PUBLICS

**Données au 31 décembre 2022
en milliers d'euros**



inter mutuelles entreprises

S.02.01.02

Bilan

		Valeur Solvabilité II
		C0010
Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	
Actifs d'impôts différés	R0040	
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	125 936
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	7 871
Détenctions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	2 204
Actions	R0100	
Actions - cotées	R0110	
Actions - non cotées	R0120	
Obligations	R0130	97 015
Obligations d'État	R0140	14 349
Obligations d'entreprise	R0150	51 475
Titres structurés	R0160	31 191
Titres garantis	R0170	
Organismes de placement collectif	R0180	18 844
Produits dérivés	R0190	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	2
Autres investissements	R0210	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	130
Avances sur police	R0240	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	130
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	18 960
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	18 960
Non-vie hors santé	R0290	18 960
Santé similaire à la non-vie	R0300	
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	
Santé similaire à la vie	R0320	
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	1 937
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	5 703
Autres créances (hors assurance)	R0380	3 005
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	303
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	
Total de l'actif	R0500	155 973

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	72 178
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	72 113
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
Meilleure estimation	R0540	67 623
Marge de risque	R0550	4 489
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	66
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
Meilleure estimation	R0580	57
Marge de risque	R0590	8
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	8 307
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
Meilleure estimation	R0630	
Marge de risque	R0640	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	8 307
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
Meilleure estimation	R0670	8 255
Marge de risque	R0680	52
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
Meilleure estimation	R0710	
Marge de risque	R0720	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	120
Provisions pour retraite	R0760	259
Dépôts des réassureurs	R0770	1 890
Passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	1 588
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	2 468
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	638
Autres dettes (hors assurance)	R0840	9 423
Passifs subordonnés	R0850	
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	61
Total du passif	R0900	96 933
Excédent d'actif sur passif	R1000	59 040

S.05.01.02 - 01

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)												Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	
Primes émises																	
Brut - assurance directe	R0110	55	220				51 282	14 325			68						65 949
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120						23										23
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																
Part des réassureurs	R0140	0	1				10 234	605									10 840
Net	R0200	55	219				41 072	13 720			68						55 132
Primes acquises																	
Brut - assurance directe	R0210	55	221				51 311	14 329			66						65 983
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220						23										23
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																
Part des réassureurs	R0240	0	1				10 234	605									10 840
Net	R0300	55	220				41 101	13 724			66						55 166
Charge des sinistres																	
Brut - assurance directe	R0310	0	-38				33 785	7 549			11						41 306
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320						34										34
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																
Part des réassureurs	R0340						9 605	71									9 676
Net	R0400	0	-38				24 214	7 477			11						31 664
Variation des autres provisions techniques																	
Brut - assurance directe	R0410						-25	-781									-806
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420																
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430																
Part des réassureurs	R0440																
Net	R0500						-25	-781									-806
Dépenses engagées	R0550	25	100				26 314	6 824			47						33 310
Autres dépenses	R1200																
Total des dépenses	R1300																33 310

S.05.01.02 - 02

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises								
Brut	R1410							
Part des réassureurs	R1420							
Net	R1500							
Primes acquises								
Brut	R1510							
Part des réassureurs	R1520							
Net	R1600							
Charge des sinistres								
Brut	R1610							
Part des réassureurs	R1620							
Net	R1700							
Variation des autres provisions techniques								
Brut	R1710							
Part des réassureurs	R1720							
Net	R1800							
Dépenses engagées	R1900							
Autres dépenses	R2500							
Total des dépenses	R2600							

S.05.02.01 - 01
Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) - engagements en non-vie	Total 5 principaux pays et pays d'origine
		C0010	C0020	C0070
R0010				
		C0080	C0090	C0140
Primes émises				
Brut - assurance directe	R0110			
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120			
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130			
Part des réassureurs	R0140			
Net	R0200			
Primes acquises				
Brut - assurance directe	R0210			
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220			
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230			
Part des réassureurs	R0240			
Net	R0300			
Charge des sinistres				
Brut - assurance directe	R0310			
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320			
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330			
Part des réassureurs	R0340			
Net	R0400			
Variation des autres provisions techniques				
Brut - assurance directe	R0410			
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420			
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430			
Part des réassureurs	R0440			
Net	R0500			
Dépenses engagées	R0550			
Autres dépenses	R1200			
Total des dépenses	R1300			

S.05.02.01 - 02
Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) - engagements en vie	Total 5 principaux pays et pays d'origine
		C0150	C0160	C0210
	R1400			
		C0220	C0230	C0280
Primes émises				
Brut	R1410			
Part des réassureurs	R1420			
Net	R1500			
Primes acquises				
Brut	R1510			
Part des réassureurs	R1520			
Net	R1600			
Charge des sinistres				
Brut	R1610			
Part des réassureurs	R1620			
Net	R1700			
Variation des autres provisions techniques				
Brut	R1710			
Part des réassureurs	R1720			
Net	R1800			
Dépenses engagées	R1900			
Autres dépenses	R2500			
Total des dépenses	R2600			

		Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)				
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties							
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010																
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020																
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque																	
Meilleure estimation																	
Meilleure estimation brute	R0030								8 255		8 255						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080																
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090								8 255		8 255						
Marge de risque	R0100								52		52						
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques																	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110																
Meilleure estimation	R0120																
Marge de risque	R0130																
Provisions techniques - Total	R0200								8 307		8 307						

S.17.01.02
Provisions techniques non-vie

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée								Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie	
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle		Réassurance dommages non proportionnelle
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		C0170
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010																	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050																	
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque																		
Meilleure estimation																		
<i>Provisions pour primes</i>																		
Brut - total	R0060	3	11				2 579	731										3 323
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140						14											14
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	3	11				2 565	731										3 309
<i>Provisions pour sinistres</i>																		
Brut - total	R0160		44				43 223	21 090			0							64 357
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240						13 035	5 911										18 946
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250		44				30 188	15 179			0							45 412
Total meilleure estimation - brut	R0260	3	55				45 802	21 821			0							67 681
Total meilleure estimation - net	R0270	3	55				32 753	15 910			0							48 721
Marge de risque	R0280	1	7				3 299	1 189			1							4 498
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques																		
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290																	
Meilleure estimation	R0300																	
Marge de risque	R0310																	
Provisions techniques - Total																		
Provisions techniques - Total	R0320	4	62				49 101	23 010			2							72 178
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330						13 049	5 911										18 960
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	4	62				36 052	17 099			2							53 218

S.19.01.21 - 01 Accident
Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription	Z0020	1
--	-------	---

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

Année		Année de développement										
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110
Précédentes	R0100											940
N-9	R0160	10 506	10 051	2 611	887	664	923	494	-194	140	1 015	
N-8	R0170	13 502	15 888	2 141	1 645	257	64	87	139	65		
N-7	R0180	12 486	9 824	1 347	597	415	700	138	-371			
N-6	R0190	12 199	10 613	1 529	263	309	356	324				
N-5	R0200	8 906	8 973	1 755	900	615	432					
N-4	R0210	8 254	10 162	3 380	1 975	1 077						
N-3	R0220	7 382	13 228	3 114	2 332							
N-2	R0230	6 698	12 760	2 766								
N-1	R0240	7 930	8 365									
N	R0250	9 008										

	Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
	C0170	C0180
R0100	940	940
R0160	1 015	27 097
R0170	65	33 789
R0180	-371	25 136
R0190	324	25 593
R0200	432	21 581
R0210	1 077	24 847
R0220	2 332	26 056
R0230	2 766	22 224
R0240	8 365	16 295
R0250	9 008	9 008
Total	R0260	25 954
		232 567

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés
(valeur absolue)

Année		Année de développement										
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300
Précédentes	R0100											6 735
N-9	R0160				3 663	3 769	2 841	2 496	2 393	1 842	1 349	
N-8	R0170			4 366	2 549	1 445	860	688	720	798		
N-7	R0180		7 125	3 335	2 900	1 171	627	494	384			
N-6	R0190	24 131	8 801	4 129	3 349	2 737	2 473	1 347				
N-5	R0200	21 197	7 710	3 756	2 352	1 588	1 663					
N-4	R0210	21 891	10 793	5 893	5 158	4 102						
N-3	R0220	31 846	14 304	7 048	4 549							
N-2	R0230	20 868	7 974	6 849								
N-1	R0240	21 653	8 009									
N	R0250	32 567										

	Fin d'année (données actualisées)
	C0360
R0100	6 403
R0160	1 271
R0170	764
R0180	363
R0190	1 274
R0200	1 572
R0210	3 946
R0220	4 346
R0230	6 174
R0240	7 410
R0250	30 834
Total	R0260
	64 357

S.23.01.01 - 01
Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	22 763	22 763			
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040					
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	36 277	36 277			
Passifs subordonnés	R0140					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	59 040	59 040			
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	59 040	59 040			
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	59 040	59 040			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	59 040	59 040			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	59 040	59 040			
Capital de solvabilité requis	R0580	48 002				
Minimum de capital requis	R0600	12 001				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	1,23				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	4,92				

S.23.01.01 - 02

Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	59 040
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	22 763
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	36 277
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EIPFP) - activités vie	R0770	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EIPFP) - activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EIPFP)	R0790	

S.25.01.21

Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	16 955	9 - Simplifications not used	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	1 735		
Risque de souscription en vie	R0030	488	9 - Simplifications not used	9 - aucun
Risque de souscription en santé	R0040	72	9 - Simplifications not used	9 - aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	37 618	9 - Simplifications not used	9 - aucun
Diversification	R0060	-10 933		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	45 935		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	2 068
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	48 002
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Capital de solvabilité requis	R0220	48 002
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		oui / non
		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	oui

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		LAC DT
		C0130
LAC DT	R0640	
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futurs	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	-12 399



inter mutuelles entreprises

S.28.01.01 - 01

Minimum de capital requis (MCR) - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		C0010	
Résultat MCRNL	R0010	9 629	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	3	55
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	55	219
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050		
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	32 753	41 072
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	15 910	13 720
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100		
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	0	68
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130		
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040	
Résultat MCRL	R0200	173	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	R0210		
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	R0220		
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230		
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	8 255	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	9 803
Capital de solvabilité requis	R0310	48 002
Plafond du MCR	R0320	21 601
Plancher du MCR	R0330	12 001
MCR combiné	R0340	12 001
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000
Minimum de capital requis	R0400	12 001

